

# FAVORISER UN ACCÈS DIGNE À UNE ALIMENTATION SUFFISANTE ET DE QUALITÉ POUR TOUTES ET TOUS

Analyse de pratiques inspirantes de  
lutte contre la précarité alimentaire  
en Provence-Alpes-Côte-d'Azur





## Sommaire

<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>I. LES CIBLES D'ACTION DES PROJETS</b>	<b>8</b>
1. <b>Accéder à une alimentation à prix réduits</b>	<b>8</b>
2. <b>Accéder à l'alimentation dans des communes rurales isolées</b>	<b>11</b>
3. <b>Développer son pouvoir d'agir</b>	<b>12</b>
<b>II. PREMIERS ENSEIGNEMENTS</b>	<b>14</b>
1. <b>L'adaptabilité des projets pour mieux répondre aux besoins</b>	<b>14</b>
A. S'adapter en contexte de crise : l'exemple de la crise sanitaire et sociale de la Covid	19
B. S'adapter aux besoins des personnes	15
2. <b>La force de l'ancrage territorial : développer la coopération au local</b>	<b>16</b>
A. Exemple 1. Le développement de dispositifs mobiles non-stigmatisants dans des communes rurales : Epicétou et Garrigues	16
B. Exemple 2. Des services de restauration solidaires comme levier d'un accompagnement social plus global : la table de Job et la table de Cana	18
C. Exemple 3. L'approvisionnement d'un quartier via un groupement d'achat : Peuchère Pain et partage	19
3. <b>La participation des personnes concernées aux projets</b>	<b>19</b>
A. S'éloigner de la définition de bénéficiaire	20
B. S'appuyer sur le volontariat	21
C. Développer la capacité d'agir des personnes par la confiance et la connaissance	22
D. Prendre en compte les compétences de chacun et les valoriser	23
4. <b>Une temporalité de l'action mise à mal par les calendriers d'appels à projets</b>	<b>24</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>25</b>

<b>ANNEXE – FICHES PROJET</b>	<b>26</b>
Restaurant participatif et solidaire « Les potes au feu »	26
Restaurant social La table de job	27
L'Après M (Association de Préfiguration pour un Restaurant Economique et Social)	28
Epicerie solidaire itinérante - Garrigues	29
Epicerie sociale itinérante - Epicétou	31
Epicerie solidaire, collaborative et itinérante Solid'actes	32
Expérimentation autour de la sécurité sociale de l'alimentation – Au Maquis	33
Plateforme logistique alimentaire - Banque alimentaire du Var	36
Commune Ferme – Au Maquis	37
Pour une alimentation locale, durable et solidaire – La table de Cana	38
Un repas, un toit, des droits – La table de Cana	39
GEAAIM (Groupement d'Achats Alimentaire Inclusif et Mutualisé) – GEM LA COOP	40
Peuchere – Pain et partage	41
Projet QPV, épicerie et accompagnement à l'alimentation durable – Université populaire Ventoux	42
Programme de paniers solidaires du réseau Cocagne - Semailles	43
Epicerie sociale et solidaire Anatoth – Action s'aime la terre	44
Expérimentation de mixité des publics dans 3 épiceries sociales et solidaires - Andes	45

# INTRODUCTION

## Une crise sanitaire et sociale révélatrice des difficultés d'accès à l'alimentation pour une part croissante de la population

---

En 2019, le rapport de l'IGAS estime à **5,5 millions le nombre de personnes recourant à l'aide alimentaire**. Mais toutes les personnes en situation de précarité alimentaire n'ont pas recours aux dispositifs d'aide existants, et il y aurait plus de personnes en situation d'insécurité alimentaire que celles recourant à l'aide alimentaire. En 2017, l'étude INCA3<sup>1</sup> révèle que **12% des enfants et 11% des adultes, soit 8 millions de personnes en France, sont en insécurité alimentaire**.

Depuis mars 2020, la crise sanitaire et sociale accentue l'ampleur de la précarité en France, et la question de l'accès à l'alimentation pour tous ressurgit fortement. Selon le baromètre IPSOS-Secours Populaire, **plus d'un français sur quatre peine à se procurer une alimentation saine et équilibrée pour assurer trois repas par jour en 2021** (30 % de la population, contre 23% en 2020).

En 2021, une étude de la DREES confirme cette **exacerbation des situations de précarité alimentaire, plus marquée dans la région Provence-Alpes-Côte-D'azur : 37% des centres interrogés en région PACA témoignent d'une augmentation de la fréquentation**, contre 21 % des centres interrogés au niveau national. Le rapport Alerte PACA, issu du travail des membres du Collectif ALERTE PACA, mesure les impacts des confinements successifs sur la situation des personnes résidant dans la région : **une situation économique qui se dégrade, des ressources qui diminuent et une généralisation du non-recours aux aides**.

## Une crise qui révèle une multiplicité d'acteurs et d'initiatives en Provence-Alpes-Côte-D'azur et le besoin de mieux se connaître

---

Pendant la crise, les **acteurs institutionnels, associatifs et les citoyens se sont fortement mobilisés** pour apporter aide et soutien aux publics vulnérables, mettant aussi en lumière **la richesse des initiatives et leur adaptabilité dans un contexte d'urgence**.

De fait, le **paysage de l'aide alimentaire, traditionnellement assez cloisonné et fortement lié aux dons de denrées, voit depuis quelques années émerger de nouveaux projets**, avec comme préoccupations communes le **choix des personnes, la coopération sur les territoires, la participation des personnes concernées, le lien social, l'aller-vers, ...**

---

<sup>1</sup> ANSES (2017), INCA 3 : Evolution des habitudes et modes de consommation, de nouveaux enjeux en matière de sécurité sanitaire et de nutrition. Rapport d'étude.

La période est aussi marquée par un **engagement plus marqué de l'Etat et des collectivités sur la question alimentaire**. Cet engagement revêt deux modalités :

- La mise en place d'**instances de coordinations territoriales pérennes** (COCOLUPA, CORELUPA, instances départementales pilotées par les DDETS, coordinations territoriales de proximité)
- Des **soutiens financiers** prenant la forme d'appels à projets, subventions, aides exceptionnelles et la distribution massive de tickets services pendant le premier confinement.

## Le groupe 5 Alimentation de la Stratégie Pauvreté en PACA : un espace de réflexion et de partage d'expériences

---



Si, au lancement de la dynamique régionale de la stratégie pauvreté, le groupe 5 a axé ses travaux sur les **3 sujets spécifiques fléchés par la feuille de route nationale<sup>2</sup>**, la thématique a progressivement été élargie par la volonté commune des animateurs et services de l'Etat en soutien. Les membres du GT5 PACA sont désormais engagés dans une démarche plus large, qui prend en compte l'ensemble des personnes en situation de précarité, la proximité avec le monde agricole (via les PAT), la participation effective des personnes accompagnées et le caractère innovant et essaimable des projets, pour **fixer des orientations stratégiques à la politique régionale de lutte contre la précarité alimentaire**.

Plusieurs axes prioritaires sont progressivement mis en avant par le groupe :

- La question des **approvisionnements**, notamment par l'amélioration de la qualité des produits proposés en multipliant les initiatives et partenariats locaux,
- La nécessité de **mieux connaître l'existant dans la région**,
- Le besoin de **renforcer les coopérations entre les différents acteurs des territoires** (habitants, associations, services publics, agriculteurs, ...)

Deux sujets sont désormais à l'ordre du jour en 2022 et font l'objet de **journées de rencontres interactives** :

- Les **liens entre les projets de lutte contre la précarité alimentaire et le monde agricole** (mai 2022) ;
- **L'autonomisation des publics et l'accès aux droits** (décembre 2022).

Les échanges au sein du GT5 font surtout émerger le **besoin de laisser une large place aux échanges et rencontres inter-acteurs pour se connaître et partager des valeurs communes**.

---

<sup>2</sup> Petits déjeuners à l'école, appui financier à la mise en place d'une tarification sociale des restaurations scolaires dans les plus petites communes ciblées et mise en place du programme Malin.

## Une étude pour repérer et s'inspirer d'un échantillon de pratiques inspirantes en matière de lutte contre la précarité alimentaire

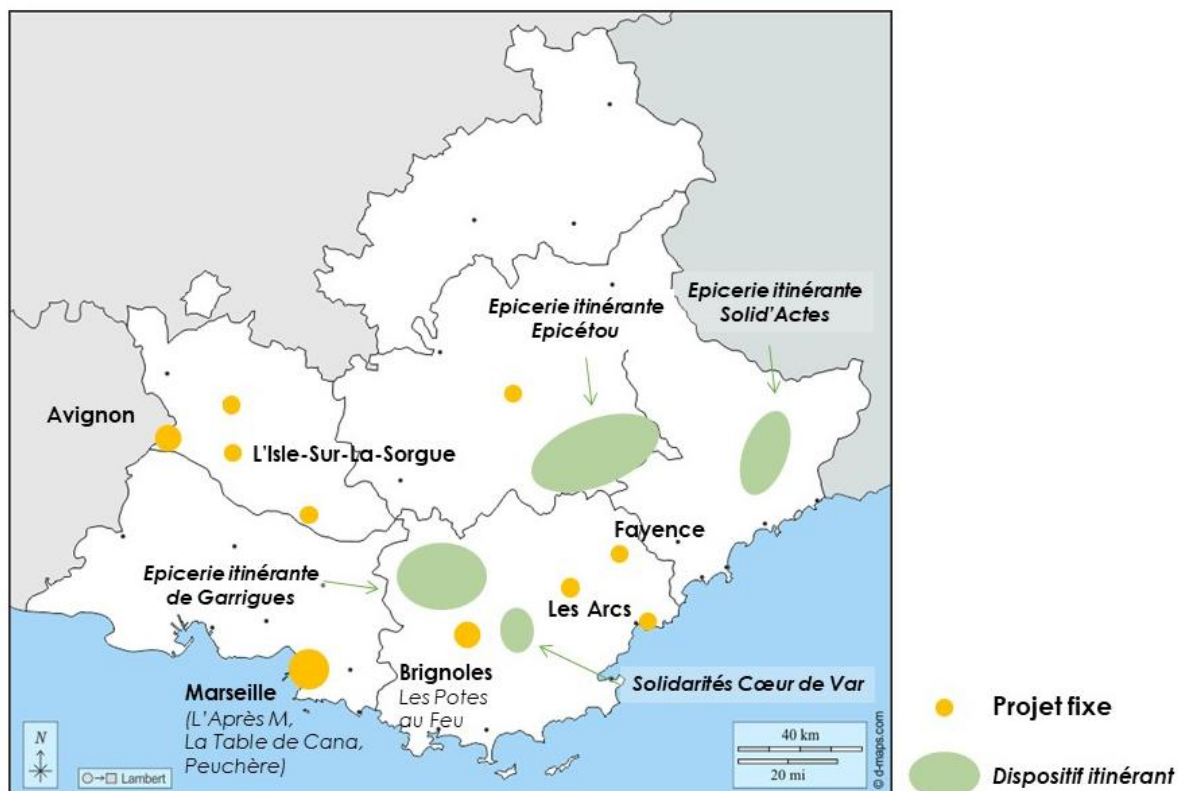
Répondant aux enjeux pointés par le GT5, cette contribution se concentre sur quelques **pratiques inspirantes sur le territoire de Provence-Alpes-Côte-D'azur pour expliquer, valoriser, diffuser et s'inspirer**. Ces projets ne représentent **qu'une fraction des initiatives inspirantes partagées tout au long de l'année au sein du GT5 PACA**.

L'étude est le **fruit du travail collectif des participants à trois focus groupes** et reflète les expériences diverses et complémentaires de chacun. Des entretiens complémentaires et l'organisation d'une journée interacteurs du GT5 ont permis d'affiner les constats sur les conditions de réussite des projets engagés dans la lutte contre la précarité alimentaire.

S'intéresser aux conditions de réussite d'un échantillon de projets – plutôt qu'un format « catalogue » exhaustif – a permis d'identifier des **dénominateurs communs : s'adapter aux évènements et aux personnes, coopérer au niveau local et laisser la place aux personnes concernées ou encore s'inscrire dans le temps long**.

## Méthodologie

### Cartographie des 18 projets étudiés



Le travail s'est déroulé en plusieurs étapes :

## 1. L'identification de projets inspirants selon des critères prédéfinis

Le récent rapport de Terra Nova<sup>3</sup> propose la définition suivante : « **La sécurité alimentaire durable** existe lorsque **tous les individus ont un accès (économique, physique et social) égalitaire à une alimentation durable de manière coordonnée et pérenne** ». Pour accompagner la transition vers ce nouveau modèle d'accès à l'alimentation durable pour tous, les auteurs avancent **trois cibles d'action** à retrouver dans les dispositifs de lutte contre la précarité alimentaire : **l'accessibilité économique et/ou financière, l'accessibilité physique et le développement du pouvoir d'agir**.

Dès lors, l'identification de pratiques dites inspirantes dans la région s'est structurée autour de ces trois blocs de critères, en veillant à se poser la question transversale suivante « **le dispositif se distingue-t-il par sa capacité à respecter la dignité des personnes et par sa contribution à l'inclusion sociale ?** ».



Ces critères ont permis de sélectionner des projets parmi la multiplicité des initiatives de lutte contre la précarité alimentaire. Il ne s'agissait pas d'évaluer les projets pour les labelliser « pratique inspirante » mais bien **d'analyser, avec les porteurs de projet, les points de bascule, les méthodes, les ressources permettant la réussite de leurs projets**. Dans cette perspective, des porteurs de projet non identifiés par l'Ansa ayant exprimé l'envie de participer à la démarche ont été inclus.

## 2. L'organisation de trois focus-groupe et la réalisation d'entretiens

Plus concrètement, 18 porteurs de ces projets ont répondu favorablement à une sollicitation de l'Ansa à participer à un des trois focus groupes :

- a. **Jeudi 7 avril 2022** - Agir sur l'accessibilité économique tout en contribuant à l'inclusion sociale des personnes
- o **Vendredi 29 avril 2022** – Agir sur l'accessibilité physique tout en contribuant à l'inclusion sociale des personnes
- o **Jeudi 16 juin 2022** – Développer le pouvoir d'agir tout en contribuant à l'inclusion sociale des personnes

En parallèle, des entretiens ont été menés avec certains porteurs de projets.

<sup>3</sup> Terranova, Cavaillet et al., (2021), Vers une sécurité alimentaire durable.

### 3. La production de 18 fiches retours d'expérience et analyse d'enseignements communs

Les participants aux focus groupes ont participé à l'élaboration d'une fiche retraçant le fonctionnement et l'historique de leur projet. 18 fiches projets sont produites et annexées au présent document.

### 4. L'analyse des conditions de réussite des projets

Pour se garder de l'envie de proposer une solution miracle, plusieurs points de vigilance guident l'analyse :

- Les **initiatives étudiées sont conditionnées aux ressources des territoires dans lesquelles elles sont mises en œuvre** : le tissu d'acteurs, les ressources financières, la présence d'agriculteurs et producteurs locaux, ...
- Les initiatives s'inscrivent dans **une histoire, des personnes et des contextes particuliers**.
- Le récit des porteurs de projet permet néanmoins de tirer des enseignements communs.

**Cette contribution est au cœur des échanges et contributions des membres du GT5 et de l'équipe d'animation : services de l'Etat DREETS (Patricia MORICE) et DRAAF (Pierre-Noel CANITROT), animatrices du GT5 (Axelle CUNY, Action contre la faim et Pauline RICARD, Conseil départemental du Vaucluse).**



# I. LES CIBLES D'ACTION DES PROJETS

L'identification des pratiques dites inspirantes étudiées dans le cadre de ce rapport s'est structurée autour des trois cibles d'actions des projets identifiées par le rapport Terra Nova : **l'accessibilité économique et/ou financière, l'accessibilité physique et le développement du pouvoir d'agir.**

Si les projets visent généralement une cible d'action en priorité qui a permis de les étudier dans le cadre de trois focus-groupe différenciés, **les initiatives de lutte contre la précarité alimentaire cumulent souvent plusieurs de ces objectifs d'actions.** Ils sont étroitement liés, en particulier lorsque les projets s'attachent à garantir la dignité des personnes, favoriser leur inclusion et, *in fine*, leur autonomie. Le **Code de l'action sociale et des familles**<sup>4</sup> définit d'ailleurs la lutte contre la précarité alimentaire comme visant à « **favoriser l'accès à une alimentation saine, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante aux personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale. Elle s'inscrit dans le respect du principe de dignité des personnes. Elle participe à la reconnaissance et au développement des capacités des personnes à agir pour elles-mêmes et dans leur environnement** ». On retrouve dans cette définition nos trois cibles d'actions : l'accessibilité (qui peut être économique et/ou physique) et le développement du pouvoir d'agir des personnes en situation de précarité.

## 1. ACCÉDER À UNE ALIMENTATION À PRIX RÉDUITS

Les résultats de la dernière enquête « Aide alimentaire » de l'INSEE montrent que les bénéficiaires de l'aide alimentaire en 2021 représentaient une population hétérogène, qui varie selon le type d'aide recouru : ce sont principalement des hommes seuls et sans logement qui bénéficient de distribution de repas, et des familles - avec une surreprésentation de femmes seules avec enfants - qui ont recours aux colis alimentaires et fréquentent les épiceries sociales. **Malgré cette diversité de profils, les personnes se caractérisent par des conditions de vie précaires et des ressources faibles.** A titre d'exemple, les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont quatre fois plus souvent allocataires du RSA, et perçoivent deux fois plus souvent des aides au logement que la moyenne des ménages<sup>5</sup>. Ainsi, **bien que l'insécurité alimentaire soit « un phénomène multidimensionnel » qui ne se résume pas à la pauvreté monétaire, le premier facteur de l'insécurité alimentaire reste l'accessibilité économique**<sup>6</sup>.



des **personnes avec un revenu mensuel net du foyer inférieur à 1200 euros sautent des repas** pour raisons financières<sup>7</sup>.

<sup>4</sup> [Chapitre VI : Lutte contre la précarité alimentaire \(Articles L266-1 à L266-2\) - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

<sup>5</sup> [INSEE \(2022\)](#), La crise sanitaire a accentué la précarité des bénéficiaires de l'aide alimentaire

<sup>6</sup> [Terranova, Cavaillet et al., \(2021\)](#), Vers une sécurité alimentaire durable.

<sup>7</sup> [Secours Populaire Français & IPSOS, \(2021\)](#). Résultats du 15e Baromètre de la pauvreté.

La contrainte budgétaire étant le premier obstacle pour accéder à une alimentation de qualité<sup>8</sup>, **l'accessibilité économique et/ou financière est très souvent l'une des cibles d'actions des projets de lutte contre la précarité alimentaire**. Deux leviers peuvent être utilisés : le **transfert monétaire** (chèques services, bons alimentaires, aides financières...) ou la **mise à disposition de denrées gratuites ou à prix réduits**. Le tableau ci-dessous résume les différentes modalités d'action, illustrées par des exemples de projets présentés en focus groupe.

Types de dispositifs visant à favoriser l'accès économique et/ou financier à l'alimentation <sup>9</sup>	Distribution alimentaire (colis alimentaires, paniers solidaires, repas...)	Groupements d'achats	Restaurants sociaux	Epiceries sociales et solidaires
Exemples tirés des projets étudiés	L'Après M Distribution alimentaire Solidarités Cœur de Var Commune Ferme (Au Maquis) Pour une alimentation locale, durable et solidaire (La Table de Cana) Paniers solidaires (Semailles)	Groupement d'Achats Alimentaire Inclusif et Mutualisé (Gem La Coop) Peuchère (Pain et Partage)	Restaurant participatif et solidaire Les Potes au Feu Restaurant social La Table de Job L'Après M	Epicerie solidaire itinérante Garrigues Epicerie sociale itinérante Epicétou Epicerie solidaire, collaborative et itinérante Sold'actes Epiceries solidaires ANDES Epicerie Anatoth

Note : Cette liste est non-exhaustive et recense uniquement les types de dispositifs rencontrés dans le cadre de ce rapport.

<sup>8</sup> LaboESS (2020), Agir contre la précarité alimentaire en favorisant l'accès de tou·te·s à une alimentation de qualité - Étude-action agriculture & alimentation durables.

Chaque dispositif visant à favoriser l'accès économique à une alimentation de qualité peut proposer des **conditions d'accès différentes** :

- Certains dispositifs sont **non ciblés et accessibles à tous** (tickets restaurants, promotions en supermarchés, marchés de demi-gros...)
- D'autres dispositifs **ciblent les personnes en situation de précarité** :
  - **Avec critères d'éligibilité, donnant accès sous conditions de ressources.** Dans ce cas, les personnes sont souvent orientées vers les dispositifs par les services sociaux. A titre d'exemple, les clients de l'épicerie sociale Epicétou sont orientés par les travailleurs sociaux sur critères de reste à vivre, et bénéficient de produits à 20% des prix habituels des commerces.
  - **Sans critères d'éligibilité et documents justificatifs demandés** : le restaurant social La Table de Job ne demande aucun justificatif de revenu pour accéder aux repas, considérant que « *s'ils viennent demander, c'est qu'ils en ont besoin* »<sup>10</sup>.
- **D'autres dispositifs ciblent les personnes en situation de précarité, mais sont élargis à tous** : ils touchent alors une mixité de publics et proposent des tarifications différenciées et/ou progressives. Le restaurant Les Potes au Feu propose ainsi des prix adaptés aux ressources de ses clients, avec un tarif « normal » à 14 euros et un tarif « préférentiel » à 4 euros. Les épiceries mixtes d'ANDES sont également ouvertes à des clients « bénéficiaires » et des clients « solidaires ».

### Proposer un accès économique à des produits frais et/ou locaux

De plus en plus de projets de lutte contre la précarité alimentaire accordent une importance particulière à la qualité des denrées qu'ils proposent. Pour éviter de ne redistribuer que des denrées issues de la ramasse (qui ne sont pas choisies, régulièrement abîmées et avec des DLC courtes), certains dispositifs développent **une politique d'achat ou tissent des partenariats avec des producteurs locaux pouvant fournir à moindre prix des produits frais, locaux et de qualité**. C'est par exemple le cas de **l'épicerie Epicétou**, qui souhaite fournir à ses clients un choix varié de produits de qualité, affirmant que « *ce n'est pas parce qu'on est en situation de précarité qu'on ne peut pas accéder à du beau et du bon* »<sup>11</sup>. C'est aussi l'ambition des projets **Commune Ferme de l'association Au Maquis et du projet S'aime la Terre de l'épicerie Anatoth**, qui fournissent des produits frais et de qualité aux personnes en situation de précarité par la mise en place d'une production agricole directe. Ces **modalités d'approvisionnement restent néanmoins conditionnées aux ressources du territoire (surface agricole, type d'agriculture, financements, etc.)**.



<sup>10</sup> Extrait d'entretien avec Fanny Frauciel - La Table de Job – Avril 2022

<sup>11</sup> Extrait d'entretien avec Laurent Grieu - Epicétou – Avril 2022

## 2. ACCÉDER À L'ALIMENTATION DANS DES COMMUNES RURALES ISOLÉES

Malgré une faible visibilité de la pauvreté et l'insécurité alimentaire en milieu rural, la littérature existante suggère une nécessaire **prise de recul vis-à-vis des « représentations collectives » multiples sur la vie en ruralité**, qui sous-entendent trop souvent dans les esprits une solidarité locale comme « filet de sécurité »<sup>12</sup> face à la précarité, et une plus grande facilité d'accès à une alimentation de qualité due à la proximité des habitants de zone rurale aux lieux de productions alimentaires agricoles<sup>13</sup>. Or, **les zones rurales sont de manière générale, à l'inverse de ces idées reçues, fortement marquées par une difficulté d'accès à l'alimentation**. Plusieurs travaux ont ainsi mis en évidence un recul depuis plusieurs décennies des commerces alimentaires en milieu rural<sup>14</sup>. **Les services d'aide alimentaire y sont également peu nombreux**, eux aussi concentrés plus généralement en milieu urbain.

Pour la chercheuse Dominique Paturel, il s'agit également de **mettre en relation l'existence de l'offre alimentaire à la capacité de mobilité des ménages**<sup>15</sup>. Accéder à une offre alimentaire quand on habite dans une « zone blanche » demande de parcourir une distance plus longue. Or, un frein supplémentaire s'ajoute lorsque la capacité de mobilité des ménages est moindre. Celle-ci peut être limitée par le **manque d'offre de transports publics en zone rurale, des contraintes physiques ou matérielles des personnes** (personnes âgées ou en situation de handicap ne pouvant pas conduire ; personnes ne disposant pas de véhicule), et des contraintes économiques (coût du déplacement à ajouter au coût de l'alimentation).

**Les populations précaires en zone rurale vivent donc une « double peine », causée à la fois par le manque d'offre alimentaire à laquelle s'ajoutent des difficultés de mobilité**. Différents types de dispositifs de lutte contre la précarité alimentaire tendent à combler ces difficultés pour donner accès à l'alimentation dans des communes rurales isolées :

- **Des dispositifs itinérants**, qui amènent l'aide alimentaire dans des zones où l'accès à l'alimentation est particulièrement difficile pour les publics précarisés et isolés :
  - **Des épiceries solidaires itinérantes, qui se déplacent souvent en camion dans des zones rurales isolées**. L'épicerie Solid'actes se déplace ainsi sur des communes identifiées comme des zones blanches sur la vallée du Paillon ; l'épicerie Garrigues passe dans une quarantaine de communes du Var (Provence Verte, Haut Var Verdon...), en restant une demi-journée par commune pour apporter un accompagnement social à des familles ; l'épicerie Epicétou réalise trois tournées par semaine en desservant une douzaine de communes dans le sud-est du département des Alpes de Haute Provence, et souhaite organiser un système de ramassage dans de toutes petites communes.
  - **Des distributions alimentaires ciblant des communes rurales isolées**, comme celle de l'association Solidarités Cœur de Var – UDV qui distribue des colis

<sup>12</sup> Ferrand, Mathilde (2020), Difficultés d'accès à l'alimentation et stratégies d'adaptation des ruraux en situation de pauvreté ; enjeux, acteurs et pistes de réflexion

<sup>13</sup> [L'accès à l'alimentation des ruraux en situation de pauvreté \[1\] | Cairn.info \(sciencespo.fr\)](#)

<sup>14</sup> [L'alimentation : un nouvel enjeu pour les espaces ruraux | Cairn.info \(sciencespo.fr\)](#)

<sup>15</sup> [Pour une réforme de nos solidarités alimentaires \(chaireunesco-adm.com\)](#)

alimentaires à une cinquantaine de familles dans 11 villages de la communauté de communes Cœur de Var.

- **Des plateformes logistiques alimentaires, pour permettre un meilleur approvisionnement dans des territoires en déficit d'offre alimentaire**, les petites associations locales en territoires isolés disposent rarement des ressources logistiques pour aller chercher des denrées au-delà des communes les plus proches. C'est le projet de la Banque alimentaire du Var, qui met en place trois plateformes dans le milieu du département (à Brignoles, Fayence et aux Arcs). Des sacs de denrées préparés dans l'entrepôt de la Banque alimentaire y seront acheminés en camion pour être récupérés par des associations et CCAS du secteur des plateformes.

### 3. DÉVELOPPER SON POUVOIR D'AGIR

Le **développement du pouvoir d'agir** se définit comme « **un processus par lequel des personnes accèdent ensemble ou séparément à une plus grande possibilité d'agir sur ce qui est important pour elles-mêmes, leurs proches ou le collectif auquel elles s'identifient** »<sup>16</sup>.

L'étude des pratiques émergentes du travail social<sup>17</sup>, produite par le **Haut Conseil du travail social** (HCTS) en 2021, apporte plusieurs éléments de définition du pouvoir d'agir **en pratique** :

- « Dans une perspective de développement du pouvoir d'agir, l'accompagnement s'adapte aux besoins des personnes, plus précisément à leurs demandes.
- [...] Être acteur de son accompagnement permet de prendre confiance en soi, en ses capacités pour accéder à une plus grande autonomie d'action et de prise de décision. »

Dans le secteur de la lutte contre la précarité alimentaire, des projets visant en priorité le développement du pouvoir d'agir sont finalement **des projets qui incluent les personnes en situation de précarité, respectent leurs choix**, en leur laissant la possibilité d'agir pour elles-mêmes et de la manière dont elles le souhaitent. En respectant la **dignité** des personnes, la démarche invite à **sortir d'une vision ascendante d'une aide alimentaire** pour des « bénéficiaires » recevant « passivement » des denrées face à l'urgence, en permettant à chacun de « prendre sa part ». Devenir acteur des projets passe par la **confiance en soi et en ses capacités, et nécessite de révéler ou développer des compétences pour reprendre le pouvoir sur sa vie et de faire notamment ses propres choix en matière d'alimentation**.

Pour les projets étudiés dans le cadre de cette étude, **le développement du pouvoir d'agir constitue très souvent un fil rouge des projets, qui se décline sous plusieurs formes** :

- **Par la participation directe des personnes aux projets**, selon différentes modalités :
  - La participation des personnes peut être **bénévole**, comme à la Table de Job, à Commune Ferme, et à l'épicerie solidaire itinérante Garrigues ;

<sup>16</sup> Le Bossé (2012), Sortir de l'impuissance : invitation à soutenir le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités

<sup>17</sup> HCTS(2021), Pratiques émergentes du travail social et du développement social

- Elle peut se faire sous forme de **chantier d'insertion**, comme au sein de l'épicerie Epicétou ou du groupement d'achat Peuchère ;
  - Les personnes en précarité peuvent également être intégrées à la **gouvernance** des projets, comme à Gem La Coop (intégration au CA) ou à Garrigues (dont le CA est composé à 80% de personnes impliquées ou bénéficiaires).
- **Par la participation à des ateliers, afin d'acquérir de la connaissance pour faire ses propres choix :**
    - De nombreux projets organisent par exemple des ateliers cuisine : c'est le cas de l'Université Populaire Ventoux qui organisent des ateliers à l'épicerie Anatoth, de l'épicerie Garrigues, de la Table de Cana...
  - **Par l'accompagnement social des personnes :** l'aide alimentaire est ainsi une porte d'entrée pour proposer aux personnes un accompagnement social global et les diriger dans un parcours d'accès aux droits.
    - C'est par exemple l'ambition du Village des Initiatives d'Entraides de l'Après M, où se tiennent des actions d'entraide sociale et d'information sur l'accès aux droits. A l'épicerie Garrigues, c'est le travail effectué par la conseillère en économie sociale et familiale qui offre un accompagnement social aux personnes qui se rendent à l'épicerie.
  - **Par la mise en place de dispositifs en mixité favorisant le lien social, qui peut devenir un vecteur d'insertion des personnes en situation de précarité :**
    - C'est l'ambition du restaurant solidaire Les Potes au Feu, qui souhaite également proposer des activités culturelles (soirées cinéma, concerts), à destination de tout son public, en situation de précarité ou non (résidents du foyer des jeunes travailleurs situé sur le même lieu que le restaurant, employés travaillant sur le plateau de Brignoles, habitants alentours, personnes isolées, en situation de précarité).

En résumé, les **18 projets** de lutte contre la précarité alimentaire étudiés dans le cadre de ce rapport agissent tous sur **une ou plusieurs des cibles d'actions identifiées par Terra Nova** pour atteindre une sécurité alimentaire durable :

- **l'accessibilité économique et/ou financière** pour donner accès à une alimentation de qualité à des personnes n'ayant pas les ressources suffisantes pour le faire d'elles-mêmes ;
- **l'accessibilité physique** pour rendre accessible l'alimentation à des personnes qui ne peuvent se nourrir sur leur territoire, à cause d'un manque d'offre disponible, ou des contraintes de mobilité ;
- **le développement du pouvoir d'agir** pour respecter la dignité des personnes aidées tout en assurant les conditions nécessaires à leur autonomisation.

L'étude met en évidence des projets variés, qui donnent à voir **un panel (bien que non-exhaustif) de dispositifs possibles de lutte contre la précarité alimentaire** - projets fixes ou itinérants, allant des distributions alimentaires, aux groupements d'achats, restaurants sociaux, épiceries sociales et solidaires, projets de productions agricoles... - **tous fonctionnant de manière singulière**, selon les choix en matière de conditions d'accès, de la place laissée aux personnes, des partenariats locaux tissés et des ressources disponibles au sein de chaque structure et sur le territoire.

## II. PREMIERS ENSEIGNEMENTS

Au-delà des spécificités de chaque projet, des **perspectives et méthodes communes** se dégagent parmi les initiatives étudiées. L'adaptabilité des projets aux crises et aux personnes, la coopération au niveau local et la participation des personnes apparaissent comme des **conditions de réussite partagées par les porteurs de projet**. Leur mise en œuvre reste toutefois dépendante des ressources allouées, dans un contexte d'attribution d'une majorité des financements via des appels à projets ou conventionnements le plus souvent annuels, s'inscrivant ainsi dans **une logique de court terme**.

### 1. L'ADAPTABILITÉ DES PROJETS POUR MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS

Au cours des échanges, les porteurs de projets mentionnent d'emblée **l'adaptabilité nécessaire au lancement des projets et à leur inscription dans la durée**. Il faut s'adapter à la fois aux événements et aux besoins des personnes : « *C'est [le projet] surtout de l'adaptation à ce qu'il se passe !* »<sup>18</sup>.

#### A. S'ADAPTER EN CONTEXTE DE CRISE : L'EXEMPLE DE LA CRISE SANITAIRE ET SOCIALE DE LA COVID 19

Fréquemment mentionnés lors des focus groupe, **les premiers mois de la crise sanitaire et sociale de la Covid 19 ont démontré la capacité d'adaptation et d'innovation des associations de lutte contre la précarité alimentaire**. Le retrait des bénévoles âgés dès mars 2020 a d'abord entraîné la fermeture de nombreux points d'aide alimentaire tandis que l'ensemble des acteurs alertaient sur des besoins croissants dans la population. Pour pouvoir maintenir les activités, **de nouvelles modalités de distribution, de communication et des pratiques d'aller vers se sont développées**. Sur certains territoires, des collectifs citoyens et associations n'ayant pas pour cœur de métier l'aide alimentaire ont pris le relais.

5. Dans le cas de **l'association la Table de Job**, les confinements successifs ont fait évoluer l'offre alimentaire de manière durable. Quand le restaurant social a pu rouvrir, le service de Drive<sup>19</sup>, mis en place pendant les confinements pour garantir la distanciation sociale, a été maintenu. L'association a constaté que cette modalité d'aide avait attiré de nombreuses familles qui n'oseraient pas pousser la porte du restaurant mais viennent désormais régulièrement au service Drive.

---

<sup>18</sup> Fanny Staub, Commune Ferme – Focus groupe sur le pouvoir d'agir – Juin 2022

<sup>19</sup> Distribution de repas individuels devant le restaurant.

6. Jusqu'à l'annonce du premier confinement, le **projet d'épicerie itinérante Solid'Actes** n'a pas pu aboutir face au refus de certaines mairies de communes, qui craignaient la concurrence avec les commerces locaux. En mars 2020, la crise sanitaire a débloqué la situation, les tournées ont démarré, mais la tempête Alex en septembre 2020 a ensuite rendu les routes inaccessibles. Les réflexions engendrées par la reconstruction ont mené la Fondation de Nice à **se coordonner avec les autres acteurs de l'aide alimentaire du territoire pour continuer l'activité de distribution itinérante sur d'autres communes identifiées comme des zones blanches, avec l'accord des mairies.**

## B. S'ADAPTER AUX BESOINS DES PERSONNES

L'accès à une alimentation de qualité via des projets promoteurs d'une alimentation durable pour tous pose la question **de l'accessibilité économique, physique et sociale du point de vue du citoyen**. Mais la notion d'accessibilité interroge aussi les caractéristiques mêmes des dispositifs proposés aux personnes et la manière dont **les projets s'adaptent pour leur permettre de s'en saisir**.

Cette attention à adapter l'action aux personnes bénéficiaires est prégnante dans les projets présentés en focus groupe et plusieurs exemples démontrent que, **quand la posture des acteurs associatifs laisse la place à l'engagement et participation des personnes concernées, les projets s'adaptent, se dynamisent et se modifient** :

- Au sein du **projet de Commune Ferme, impulsé par l'association Au Maquis**, l'activité de cuisine a émergé sur demande des personnes impliquées dans le projet. La cuisine est maintenant au cœur de l'activité et se révèle être un levier efficace pour faire évoluer ensemble les pratiques alimentaires.
- Aussi **portée par Au Maquis, la réflexion autour d'une sécurité sociale de l'alimentation** a progressivement évolué vers un travail sur les différentes formes de gouvernance d'un groupe local de l'alimentation plutôt que sur les critères de conventionnement d'une potentielle Sécurité Sociale de l'Alimentation : *« qui on est pour leur dire sur quoi travailler ? »*<sup>20</sup>.
- **L'expérimentation de mixité portée par l'ANDES** dans 3 épicerie de la région a comme parti pris l'adaptation constante du projet aux besoins et perceptions des personnes concernées. Accompagnée par l'association Participation et fraternité, ANDES donne la parole aux clients bénéficiaires, en amont et au cours du projet, pour éviter que la mixité ne mette pas en péril ce pourquoi les clients bénéficiaires viennent et aiment l'épicerie.

---

<sup>20</sup> Eric Gaillard, Au Maquis - Focus groupe sur le pouvoir d'agir – Juin 2022



## 2. LA FORCE DE L'ANCRAGE TERRITORIAL : DÉVELOPPER LA COOPÉRATION AU LOCAL

Le local renvoie à une diversité d'acteurs politiques, administratifs, associatifs, agriculteurs, habitants, et la **coopération des forces en présence autour de l'alimentation peut représenter une opportunité de « reprendre en main » la question de l'alimentation** avec différents objectifs : créer du lien à l'échelle territoriale, instaurer une dynamique économique locale, donner du sens au travail de production agricole et aux actes de consommation ou encore donner le pouvoir aux acteurs locaux<sup>21</sup>.

Dans cette perspective, **l'ancrage des projets de lutte contre la précarité alimentaire au niveau local permet progressivement d'aborder la question de l'alimentation de manière plus transversale**, à travers tous ses enjeux (sociaux, économiques, santé, environnement, ...) et ses acteurs. Cet ancrage est d'autant plus déterminant que **l'accès aux aides en matière de précarité alimentaire est caractérisé par un taux élevé de non-recours**, souvent conséquence d'une mauvaise orientation, d'une offre de proximité insuffisante, de problématiques de mobilité, d'une mésinformation sur les aides existantes, et aussi d'un fort sentiment de stigmatisation.

Si les échanges en focus groupe ne mettent pas en avant de feuille de route standardisée de la coopération de proximité, un **socle diversifié d'effets se dégagent au niveau local** : des lieux non stigmatisants créateurs de lien social dans la commune, une orientation plus fluide entre professionnels et bénévoles, une meilleure visibilité des différentes aides, et une adhésion de l'ensemble des acteurs du territoire à la démarche.

Un ancrage local fort permet aussi de **lever des freins à la mise en place de nouveaux projets**, comme dans le cas de l'association Anatoth lors du montage du projet S'AIME la Terre. L'association est rapidement confrontée aux réglementations sur l'acquisition foncière agricole, qui n'est possible qu'aux acteurs ayant le statut d'agriculteur. C'est grâce au contact préalable de l'association avec les acteurs de terrain concernés (SAFER, Chambre d'Agriculture, Conseil Départemental) et à sa réelle assise sur le territoire (connaissance et reconnaissance des actions de l'épicerie par les acteurs) que les terres agricoles ont finalement pu être acquises par l'association.

### A. EXEMPLE 1. LE DEVELOPPEMENT DE DISPOSITIFS MOBILES NON-STIGMATISANTS DANS DES COMMUNES RURALES : ÉPICETOU ET GARRIGUES

Respectivement dans les départements des Alpes de Haute-Provence et du Var, les épiceries mobiles Epicetou et Garrigues se déplacent quotidiennement dans des **communes rurales isolées et pénalisées par une offre alimentaire aux prix élevés et/ou insuffisante, une absence de services d'aide alimentaire et plus globalement des difficultés de mobilité** ne permettant pas à des personnes en difficulté d'accéder à une alimentation au-delà de leur commune.

---

<sup>21</sup> Ce constat a fait l'objet d'une présentation par Marie Walser (Chaire Unesco Alimentation du monde) lors de la journée interacteurs thématique du GT5 de Provence-Alpes-Côte-D'azur en mai 2022.

Les deux épiceries ont en commun des liens forts avec les acteurs de chaque commune : mairies, magasins, habitants, ...

La coopération entre les épiceries et les forces en présence se manifeste en premier lieu par un **accès facilité aux ressources du territoire**. En plus de financements des communes aux dispositifs, l'épicerie Epicetou bénéficie très souvent lors de ses tournées d'un point d'électricité mis à disposition par les mairies, tandis que l'épicerie Garrigues s'installe dans des locaux prêtés par les communes, ce qui permet de disposer d'un bureau pour faire de l'accompagnement social en plus de l'activité alimentaire.

“ Ce qui est fondamental pour nous, a minima, c'est informer la commune et avoir aussi une collaboration de proximité avec les mairies. On a une seule commune réticente alors qu'en réalité, il n'y pas de concurrence commerciale locale car ces personnes n'ont pas les moyens. »<sup>22</sup> (Epicetou)

Pour ces deux dispositifs mobiles, l'intérêt et l'implication des mairies et autres acteurs locaux entraînent progressivement **une orientation fluide des personnes en situation de précarité vers l'offre**. Pour Epicetou, le système d'inscription préalable se fait maintenant par les services sociaux de proximité (assistantes sociales du conseil départemental, mairies, responsables de CCAS, ou encore par les maires eux-mêmes).

L'ancrage territorial des épiceries dans chaque commune permet aussi de **désamorcer une crainte de concurrence avec les commerces existants grâce à un travail d'information** :



*Il faut faire attention quand on intervient sur une petite commune pour expliquer aux commerçants locaux qu'on va aider des personnes très en difficulté. C'est important de communiquer régulièrement sur notre action. »<sup>23</sup> (Garrigues)*

Pour l'épicerie Garrigues, la coopération avec **les commerces locaux va même plus loin, ces derniers devenant un débouché potentiel pour les personnes ayant un projet d'insertion professionnelle** :



*Sur chaque lieu de passage nous avons identifié des personnes qui s'occupent de la caisse, de la vente, ... nous avons créé des équipes petit à petit sur chaque commune, avec une cogestion de l'action. En parallèle, on travaillait avec ces personnes sur leur projet professionnels et les petits supermarchés locaux ont identifié que les personnes qui passaient par l'épicerie solidaire avaient un savoir-faire. Maintenant on reçoit des appels pour des besoins d'embauche ! C'est un espace de pré professionnalisation inédit pour les acteurs économiques locaux. »<sup>24</sup>*

**Du point de vue du lien social, l'ancrage territorial des deux projets et leur caractère non stigmatisant ont engendré une mobilisation croissante des habitants – en situation de précarité ou non – dans le fonctionnement des épiceries, faisant de cet espace un lieu de retrouvailles**

<sup>22</sup> Laurent Grieu, Epicetou – Focus groupe sur l'accessibilité physique – Avril 2022

<sup>23</sup> Mathieu Galand, Garrigues – Focus groupe sur l'accessibilité physique – Avril 2022

<sup>24</sup> Mathieu Galand, Garrigues – Focus groupe sur l'accessibilité physique – Avril 2022

**incontournable dans les communes.** Dans le cas de l'épicerie Garigues, la salariée en charge de la tournée s'appuie dans chaque commune sur une équipe locale de bénévoles. L'épicerie Epicetou est devenue un lieu de rencontre dans le village, accessible à tous :



*On s'aperçoit qu'outre le fait que c'est un équipement qui contribue à la lutte contre la précarité alimentaire, il contribue aussi à lutter contre la rupture de liens sociaux. Ça m'arrive de dire que l'épicerie c'est un peu le dernier salon où l'on cause. On met des tables dehors, on discute, il y a une dynamique de proximité avec la clientèle. »<sup>25</sup>.*

## B. EXEMPLE 2. DES SERVICES DE RESTAURATION SOLIDAIRES COMME LEVIER D'UN ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PLUS GLOBAL : LA TABLE DE JOB ET LA TABLE DE CANA

Quand une personne pousse la porte d'une association d'aide alimentaire ou d'un CCAS, elle n'a que rarement comme unique préoccupation l'alimentation. Tandis que certaines associations peuvent traiter directement les différentes difficultés de l'individu, d'autres orientent en fonction des problématiques vers les acteurs de l'action sociale concernés. Dès lors, **une connaissance fine des acteurs du territoire et des liens simplifiés entre les professionnels et les acteurs associatifs permettent aux personnes de suivre un parcours fluide d'accès aux droits.**

Poursuivant cet objectif, **la table de Job** a développé un restaurant social à destination de tout type de publics « en ayant besoin ». Mais ce restaurant se positionne avant tout comme **une porte d'entrée différente des services sociaux classiques pour orienter les personnes vers un accompagnement social plus global.** C'est véritablement son ancrage parmi les différentes aides du territoire qui permet de **proposer une prise en charge différente et complémentaire des acteurs sociaux, par le biais de l'alimentation, pour créer la confiance avec les personnes et, in fine, les raccrocher à un parcours d'accès aux droits.**



*On reste veilleur de ce public précaire. On travaille en partenariat avec le centre social, les partenaires sociaux pour justement visualiser qui, combien, où se trouvent les personnes, ... Nous on a une approche un peu différente. On est un premier contact autour de l'alimentation, les personnes vont venir filer un coup de main, vont parler de leurs problèmes et, par ce biais-là, on va orienter vers les services sociaux »<sup>26</sup>.*

De son côté, le traiteur d'insertion La table de Cana, en partenariat avec d'autres associations, **produit des repas à destination des habitants d'un quartier QPV marseillais** avec des **produits locaux, bio et antigaspi préparés par ses salariés en insertion.** Complété par des **ateliers de sensibilisation à l'alimentation** pour favoriser l'autonomie des personnes en leur permettant un accès à des lieux ressources, ce **projet multi-acteurs** se structure progressivement grâce à une forte dynamique de quartier. Au total, 12 rencontres habitantes se tiennent autour de sujets relatifs au cadre de vie et du vivre ensemble et un **travail d'accompagnement est désormais**

<sup>25</sup> Laurent Grieu, Epicetou – Focus groupe sur l'accessibilité physique – Avril 2022

<sup>26</sup> Extrait d'entretien avec Fanny Frauciel - La Table de Job – Avril 2022

mené pour orienter les personnes vers les permanences du Centre social lors des distributions alimentaires.

### C. EXEMPLE 3. L'APPROVISIONNEMENT D'UN QUARTIER VIA UN GROUPEMENT D'ACHAT : PEUCHERE PAIN ET PARTAGE

La coopération des acteurs de la solidarité sur un territoire a pour effet **l'amélioration de l'offre alimentaire proposée des services d'aide alimentaire**, autant en termes de **diversité**, de **qualité** que de **complémentarité** entre les différents services. L'objectif reste de **développer des services les plus proches possibles des modes de distribution « classiques » de l'alimentation**, pour **réduire l'effet stigmatisant** que peuvent induire les méthodes ordinaires de distribution de l'aide alimentaire.

Dans cette perspective, **trois groupements d'achat** sont créés dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Marseille dans le cadre **du projet Peuchère** et proposent un accès à des produits alimentaires de qualité aux habitants de ces quartiers prioritaires de la ville. Les groupements sont animés par des salariés en contrats d'insertion. C'est véritablement par sa **connaissance fine et ses liens préexistants avec l'ensemble des associations de proximité** que **l'association Pain et Partage**, déjà porteuse d'une boulangerie solidaire avec chantier d'insertion, a pu organiser des premières réunions et diffuser rapidement l'offre auprès des personnes en situation de précarité du quartier.

Plus encore, les clients des groupements d'achat sont devenus **un espace de recrutement pour le chantier d'insertion**, situé lui aussi à proximité des habitants.



*On a une facilité à rencontrer les associations car on les connaît déjà. On a aussi une association à côté [Pain et partage], donc on connaît les personnes au quotidien. Ce qui est facilitateur, c'est que les personnes sont à proximité »<sup>27</sup>.*

## 3. LA PARTICIPATION DES PERSONNES CONCERNÉES AUX PROJETS

Les personnes en situation de précarité alimentaire restent trop souvent **en marge des projets qui leur sont destinés, depuis son élaboration à sa mise en œuvre**. Plusieurs explications se cumulent : des **phénomènes de discrimination** (préjugés, manque de volonté des acteurs, ...) ou encore **une auto-censure des personnes**, vivant déjà en situation de « mise en retrait » de la société, par honte, peur ou renfermement sur soi. Pourtant la **mise en œuvre de réponses efficaces, légitimes et de qualité semble de plus en plus conditionnée à la participation des personnes concernées par la précarité**, notamment alimentaire. La prise en compte de leur point de vue et appétences peut aussi contribuer à un **meilleur processus démocratique**.

<sup>27</sup> Aïcha Mansouri, Pain et Partage - Focus groupe sur le pouvoir d'agir – Juin 2022

En 2022, **deux démarches nationales** identifient cet enjeu de la participation des personnes en situation de précarité alimentaire :

- Le **Comité national de coordination de la lutte contre la précarité alimentaire (Cocolupa)** est mis en place en 2020 dans l'objectif « de coordonner les acteurs et de contribuer à faire évoluer notre modèle français de lutte contre la précarité alimentaire » et confie la question de la participation au groupe 5, pour « rendre la politique de lutte contre la précarité alimentaire participative et inclusive en co-construction avec les personnes concernées »<sup>28</sup>
- Le **Conseil national de l'alimentation (CNA)** se saisit de la problématique de l'accès digne à une alimentation suffisante et de qualité, et mobilise **deux méthodes de participation citoyenne** – les débats autoportés et un panel citoyen – incluant des personnes en situation de précarité à la réflexion. La démarche citoyenne a abouti à plusieurs propositions qui seront intégrées à l'avis du CNA.

L'organisation **d'un focus groupe centré sur les questions de participation et de pouvoir d'agir** a aussi permis de recueillir des témoignages de porteurs de projet laissant la place aux personnes et d'identifier des conditions et enjeux de participation se rapprochant de celles formulées au niveau national. Dans les échanges, **quatre points d'attention sont particulièrement mis en avant** :

- S'éloigner de la définition de « bénéficiaire » ;
- S'appuyer sur le désir des personnes ;
- Développer la capacité d'agir des personnes par la confiance et la connaissance ;
- Et prendre en compte les compétences de chacun.

## A. S'ÉLOIGNER DE LA DÉFINITION DE BÉNÉFICIAIRE

Réfléchir à la place occupée par le « bénéficiaire » – appellation la plus courante - pose la question du terme employé pour désigner les personnes concernées. De **nouvelles appellations entendent s'éloigner d'une relation d'assistanat** (« clients », « usagers ») voire **gommer la distinction entre les professionnels, bénévoles et personnes concernées** (« personnes impliquées »). C'est d'autant plus pertinent que la frontière entre aidants et aidés est parfois fine, **les bénéficiaires d'une prestation pouvant devenir partie prenante de l'organiser et aider à leur tour**. Parmi les personnes concernées, les réactions sont parfois vives :



*Il faut rectifier le mot usager et mettre le terme de personne concernée, « usager » donne l'impression d'être un kleenex »<sup>29</sup>.*

Au sein des projets étudiés, ces **nouvelles appellations participent à faire des personnes concernées des acteurs et pas seulement des bénéficiaires** :

<sup>28</sup> Plan d'action pour la transformation de l'aide alimentaire et la lutte contre la précarité alimentaire, DGCS

<sup>29</sup> Témoignage d'un membre du CNLE au Cocolupa.

- Dans le cadre de l'**épicerie itinérante Epicetou**, les personnes dans les épiceries sont des **clients**. Le camion-magasin n'a d'ailleurs pas inscrit sur le camion le fait qu'il soit une épicerie sociale et solidaire itinérante. Les clients payent les produits à hauteur de 20% des prix habituels des commerces.
- Au sein de l'**épicerie itinérante Garrigues**, les personnes participent financièrement à la hauteur de leurs ressources et s'impliquent très souvent mais sans obligation dans la cogestion de l'action, selon leurs compétences. L'association désigne les familles accompagnées tant comme **personnes soutenues ou personnes impliquées**.
- Dans le cas de l'action menée par **la Commune ferme**, aucune distinction n'est faite entre les personnes en situation de précarité et les autres. Les personnes cultivent ensemble et mangent ensemble, **évacuant ainsi la notion de bénéficiaires** : « ça poserait problème s'il y avait un critère pour bénéficier des produits. Hors de question que Colette qui n'a pas de problèmes d'argent ne puisse pas récupérer des fraises »<sup>30</sup>.
- **L'association Gem la Coop**, avec son fonctionnement participatif et au cœur des lieux de vie des clients, raisonne en termes **d'adhérent ou d'habitant**.
- Si le **restaurant social de la table de Job** ne demande pas une participation financière systématique (boîte libre à disposition), les **personnes accueillies ont la possibilité de participer au fonctionnement du restaurant**. L'association parle systématiquement de **bénévoles accueillis** : « il n'y a pas de différence parmi les personnes qui viennent là passer la journée, ça leur fait du bien : les personnes dans une dynamique de se remettre, avec des problèmes d'addiction, des publics relogés, à peu près sortis de la précarité, des retraités, des personnes qui ne travaillent plus. »<sup>31</sup>
- Le **restaurant participatif Les potes au feu propose un lieu de mixité sociale**. Et pour arriver à « prendre un café ensemble sans savoir si les personnes sont en précarité ou salariées et travaillant à proximité du restaurant »<sup>32</sup>, les prix sont modulés selon les ressources de chacun. Les personnes isolées participent financièrement et peuvent, si elles le souhaitent, devenir bénévoles. Plus question de parler de bénéficiaire !
- Dans le cadre des **actions portées à l'Après-M**, l'adhésion des habitants du quartier est forte et l'ensemble des personnes sont considérés comme des **adhérentes**, terme traduisant la **participation directe des personnes au projet via du bénévolat, des réunions de travail ou encore une place dans la gouvernance**.

## B. S'APPUYER SUR LE VOLONTARIAT

Les porteurs de projets sont unanimes, il ne s'agit pas de partir du besoin mais de l'envie des personnes. **Ce qui fait la différence, c'est quand les personnes impliquées ont le désir d'y prendre part, et de prendre leur part**. L'absence d'injonction semble essentielle. Contraindre les personnes à une obligation de réciprocité alors qu'elles sont elles-mêmes soumises à la pression de besoins urgents est non seulement contreproductif mais empiète sur la liberté des personnes de refuser.

<sup>30</sup> Fanny Staub, Au Maquis – Focus groupe sur le pouvoir d'agir – Juin 2022

<sup>31</sup> Fanny Frauciel, La table de Job – Focus groupe sur l'accessibilité économique – Avril 2022

<sup>32</sup> Michel Figarella, Les potes au feu – Focus groupe sur l'accessibilité économique – Avril 2022

L'adhésion des personnes impliquées est nécessaire pour mettre en œuvre avec elles les projets. Devenue un **espace d'implication** par la cogestion de l'action par les personnes soutenue par l'épicerie, **l'épicerie itinérante Garrigues** a collectivement posé la question **d'évoluer vers un modèle de chantier d'insertion**. Une réunion avec les personnes impliquées a permis d'écartier cette option, jugée trop contraignante : « *ce qui les intéressait c'était le bénévolat, ils ne voulaient pas basculer dans un système où ils seraient contraints en termes d'horaires* »<sup>33</sup>.

### C. DEVELOPPER LA CAPACITE D'AGIR DES PERSONNES PAR LA CONFIANCE ET LA CONNAISSANCE

« Pour « faire avec » les personnes et populations concernées, il importe qu'elles soient effectivement en capacité d'agir ». La **conférence nationale de santé** développe son propos : « *cette capacité d'agir comporte différentes dimensions, celle du vouloir mais aussi celle du pouvoir. [...] Par ailleurs, la participation pourra être facilitée au travers de processus ou dispositifs tels que des apports de connaissances, des espaces de débats ou des mécanismes de délibérations* »<sup>34</sup>. Dans la même perspective, les échanges avec les porteurs de projets ont permis d'identifier **deux niveaux d'action pour développer la capacité des personnes**.

A un **premier niveau interpersonnel et relationnel**, c'est véritablement cette interconnaissance qui suscite **la confiance de chacun et l'envie de participer plus activement à l'action ou la gouvernance**. Plusieurs éléments sont indispensables pour faire connaissance : **des temps suffisamment longs et répétés pour réellement se rencontrer**, un **lieu adapté**, les ressources pour **aller au plus près des personnes** (par exemple, les dispositifs itinérants), de la bienveillance, ...



Dans le cadre du projet Commune Ferme « *ce qui est nécessaire, c'est le temps de la relation interpersonnelle. Si les personnes font affiche ou c'est juste proposer de venir cultiver, ça ne marcherait pas. C'est parce qu'il y a une relation interpersonnelle de 5 ans que ça marche.* »<sup>35</sup> Il s'agit alors de **faire confiance à l'ensemble des personnes en situation de précarité**, qui ont à un moment donné **des difficultés d'accès à l'alimentation, mais aussi de se faire confiance**. Il faut « *faire comme on est* » et « *avancer en marchant* » avec les personnes (participants aux focus groupes).

A un **niveau plus individuel, l'acquisition de connaissances** renforce la capacité des personnes à exprimer leurs idées et guide leurs actions. Dans le cas de son **projet de Sécurité sociale de l'alimentation**, l'association Au Maquis travaille avec des conseils locaux de l'alimentation. Et pour pouvoir réfléchir tous ensemble, un programme préalable de 5 mois avec 11 séances de travail sur différentes thématiques a permis de **prendre le temps de s'informer collectivement et de déconstruire des sujets comme le bio ou la notion de local** : « *les conseils locaux ont*

<sup>33</sup> Mathieu Galand, Garrigues – Focus groupe sur l'accessibilité physique – Avril 2022

<sup>34</sup> **CNS (2022)**, La démocratie en santé : une urgence de santé publique

<sup>35</sup> Extrait d'entretien avec Fanny Staub – Au Maquis – Juin 2022

vraiment besoin de passer par une période d'apprentissage comme le Copil [...] de manière à ce que tous les participants puissent se former leur propre opinion »<sup>36</sup>. Dans une autre perspective, **les ateliers cuisine**, organisés par de nombreuses associations, sont **générateurs d'une connaissance partagée autour des enjeux de nutrition et de recettes partagées**.

#### D. PRENDRE EN COMPTE LES COMPETENCES DE CHACUN ET LES VALORISER

Pour permettre aux personnes de participer et trouver leur place, les porteurs de projets témoignent partir en priorité des **compétences des personnes et, si souhaité, les accompagnent à monter progressivement en compétences par l'action ou la formation**. Suivant ce principe, **l'épicerie Garrigues** s'appuie sur **l'envie et les compétences** des habitants pour mobiliser sur chacune des communes rurales desservies par l'épicerie itinérante : certains seront plus à l'aise à tenir la caisse tandis que d'autres privilégieront la mise en rayon, l'informatique, l'accueil, ... C'est la même logique à **la Table de Job** : « prend ton économiste et trouve ta place »<sup>37</sup>. Le respect des appétences de chacun permet surtout de **ne pas placer les personnes en situation d'échec pour les aider, à plus long terme, à reprendre conscience de leurs compétences et de leur utilité sociale**.

Plus encore, ces compétences et connaissances peuvent devenir par la suite de **véritables atouts à mobiliser dans la vie professionnelle et citoyenne**. C'est précisément l'objectif des **chantiers d'insertion** comme la Table de Cana ou Semailles. Pour l'association Semailles, l'enjeu est réellement de faire rebondir les salariés, en **développant leur potentiel en interne pour trouver un emploi en dehors de Semailles** tout en prenant le temps de redonner confiance et **cibler des emplois dans lequel la personne se sente valorisée**.



<sup>36</sup> Eric Gaillard, Au Maquis - Focus groupe sur le pouvoir d'agir – Juin 2022

<sup>37</sup> Extrait d'entretien avec Fanny Frauciel - La Table de Job – Avril 2022



## 4. UNE TEMPORALITÉ DE L'ACTION MISE À MAL PAR LES CALENDRIERS D'APPELS A PROJETS

Alors que la période de crise sanitaire et sociale est fortement marquée par **un engagement plus massif de l'État et des collectivités à travers des subventions et appels à projets**, une **tension réside dans la temporalité des actions** avec :

- D'un côté, des acteurs associatifs qui insistent sur **le temps conséquent nécessaire** pour conduire des initiatives innovantes et expérimentales, **respectant la dignité des personnes et contribuant à l'inclusion sociale**. C'est véritablement un travail sur plusieurs années qui permet d'approcher des personnes très isolées pour les aider au-delà de l'urgence à toquer à la porte d'autres institutions, reprendre confiance, nouer du lien social, développer leurs capacités d'action, se professionnaliser, ...
- D'un autre côté, l'action est très **dépendante des financements publics**, attribués via des appels à projets ou conventionnements le plus souvent annuels, s'inscrivant ainsi dans **une logique de court terme**.

C'est précisément cet appui court-termisme, avec des méthodologies de projets très précises, qui semble **incompatible avec une réflexion sur le long terme, calquée sur la réalité des personnes en situation de précarité**. Rendre compte de l'action et partager des enseignements par **l'évaluation des projets** est **une étape essentielle mais doit s'inscrire elle aussi sur le temps long**.

## CONCLUSION

Cette étude propose une analyse de **conditions de réussite de projets de lutte contre la précarité alimentaire**, à partir de 18 projets en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, présentés lors de trois focus-groupe. Loin d'être les seules pratiques inspirantes de lutte contre la précarité alimentaire dans la Région, **ces projets reflètent cependant la diversité des projets** visant à favoriser un accès digne à une alimentation suffisante et de qualité pour toutes et tous et mettent en avant **l'importance de la dynamique territoriale sur cet enjeu**.

Si chaque projet est spécifique et s'inscrit dans un contexte et une histoire particulière, **les récits portés par chacun ont permis de tirer des enseignements communs** :

- Les **projets s'adaptent constamment**, pour se transformer au fur et à mesure du temps selon les besoins des personnes,
- les projets s'appuient sur les **ressources et acteurs de leur territoire**, pour développer des **coopérations vertueuses au niveau local** ;
- Les projets s'appuient **sur les personnes concernées** pour répondre au mieux à leurs besoins, en créant les **conditions nécessaires à leur participation**.

Cependant, **des freins** au fonctionnement des projets relevés par les acteurs **interrogés restent encore à surmonter**, en particulier, la dépendance aux financements publics sous forme d'appels à projets de court terme, ne permettant pas de penser des projets inclusifs qui se mettent en place sur le temps long.

Les éléments d'analyse partagés dans cette étude sont particulièrement destinés :



## ANNEXE – FICHES PROJET

### RESTAURANT PARTICIPATIF ET SOLIDAIRE « LES POTES AU FEU »

**PORTEUR(S)** : Le projet est porté par un **collectif associatif**, regroupant L'Accorderie Provence Verte, la Fondation d'Auteuil, l'Ecole de la 2<sup>e</sup> chance, le Secours Catholique, la Maison des Initiatives Sociales, Le Lycée Professionnel Agricole de la Provence Verte, l'association Garrigues, et la Fédération des Centres Sociaux du Var



Michel Figarella /  
[michel.figarella@gmail.com](mailto:michel.figarella@gmail.com)



Brignoles



Subvention France Relance en 2021-2022. DRETS PACA, FDVA. D'autres dossiers déposés (CAF du Var, département du Var, fondation Chemin, AAP Stratégie Pauvreté 2022...). A terme, recherche d'un modèle économique viable afin de ne pas dépendre uniquement de subventions.

#### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

« Les potes au Feu » est un **projet de restaurant participatif et solidaire** autour du plateau de Brignoles, ouvert à toutes et tous, et proposant des produits de saison et locaux. Les **prix sont adaptés selon les ressources** : 14 euros en tarif normal et 4 euros en tarif préférentiel, pour un menu unique chaque jour. Le projet emploie un cuisinier salarié et fonctionne également grâce à l'engagement de 25 bénévoles au sein de **trois commissions** (menus et approvisionnement, accueil et services, animation et communication). Le restaurant est ouvert deux midis par semaine et le vendredi soir, et propose également des **activités culturelles** (ateliers culinaires thématiques, soirées cinéma, concerts...) à destination du tout public.

Le projet est né en 2019 et a mis deux ans à aboutir (notamment suite à la crise sanitaire). Un appel de la préfecture du Var en septembre 2021 proposant aux porteurs de déposer une demande de financement France Relance a permis de relancer les démarches pour démarrer le projet.

#### OBJECTIFS

Le restaurant a pour but de **favoriser le lien et la mixité sociale**, en permettant à toutes et tous de **bénéficier d'un repas avec des produits de saison, locaux et de qualité**, grâce à un prix modulé selon les ressources. Il vise à **répondre aux problématiques d'inégalités sociales, de précarité** - notamment de précarité alimentaire - et **de besoin de lien social sur le territoire de la Provence Verte**, en rassemblant en un même lieu des personnes en précarité ou non (résidents du foyer des jeunes travailleurs situé sur le même lieu que le restaurant, employés travaillant sur le plateau de Brignoles, habitants alentours, personnes isolées, en situation de précarité...).

**CONDITIONS DE REUSSITE :** L'adaptabilité du projet ; La participation des personnes concernées

## RESTAURANT SOCIAL LA TABLE DE JOB

**PORTEUR(S)** : Association  
Job Appart



L'Isle-Sur-La-Sorgue



Fanny Frauciel /  
[jobappartiss@gmail.com](mailto:jobappartiss@gmail.com)



Financement France Relance (réhabilitation de la cuisine après le confinement), DREETS, Région et département, fondations et dons privés.

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

L'association Job Appart est créée en 1995. Initialement centre d'hébergement d'urgence, l'association travaille sur **l'accompagnement global des personnes** : accueil de jour, reprise d'activité, hébergement. Face au constat que les personnes accompagnées / mal logées se nourrissent mal, l'association commence à travailler les questions de santé et de nutrition et ouvre en 2008 **le restaurant social La Table de Job**. Elle reçoit à ce titre l'habilitation régionale à l'aide alimentaire, permettant de débiter cette activité et de percevoir des contributions publiques destinées à sa mise en œuvre. Le restaurant fonctionne grâce à 3 salariés (directrice, CESF, animatrice) et 20 bénévoles-accueillis.

Avant le confinement de mars 2020, le restaurant distribue 50 repas par jour de distribution, **contre 120 à 150 repas en 2022**. Les **repas sont préparés par des bénévoles-accueillis volontaires** et partagés ensuite dans une salle commune, « comme au restaurant » (avec, en plus, **une distribution en Drive depuis le Covid-19**, maintenue suite à la demande de certains bénéficiaires). Une **participation de 50 centimes par repas** est demandée, mais elle n'est pas obligatoire. Le restaurant bénéficie à **une variété de publics** : personnes à la rue, retraités, bénéficiaires de l'AAH, familles monoparentales, travailleurs précaires et étrangers, publics avec problématiques d'addiction...

La **notion d'anti-gaspillage** est également au cœur du projet : les repas sont préparés avec des denrées susceptibles d'être jetées (dates courtes, emballages abimés, fruits et légumes non calibrés...), provenant de dons avec des sources d'approvisionnement divers (grandes surfaces, réseau Phenix, entreprises locales, épiceries sociales, Restos du Cœur...). En 2021, 54 tonnes de nourriture ont été récupérées, dont 51 tonnes ont pu être redistribuées.

### OBJECTIFS

Répondre aux problématiques de précarité alimentaire, favoriser le lien social, Représenter une porte d'entrée pour un accompagnement plus global pour ces publics précaires.

**CONDITIONS DE REUSSITE :** L'adaptabilité du projet ; La participation des personnes concernées

## L'APRES M (ASSOCIATION DE PREFIGURATION POUR UN RESTAURANT ECONOMIQUE ET SOCIAL)

**PORTEUR(S)** : La Part du Peuple (SCI)



Marseille 14<sup>e</sup> arrondissement



Fathi Bouaroua,  
[contact@apresm.com](mailto:contact@apresm.com)



Campagne d'adhésion et dons, rachat des locaux par la mairie de Marseille. A termes, financement via l'activité de restaurant.

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

Le projet L'Après M est né **d'une lutte sociale**, suite à l'occupation du local du McDonald's de Saint Barthélémy par d'anciens salariés après son placement en liquidation judiciaire et sa fermeture en 2019. A l'annonce du premier confinement en mars 2020, les occupants et habitants du quartier décident de **transformer le lieu en une plateforme de distribution alimentaire**. 50 000 colis sont distribués en 6 semaines, préparés par des bénévoles grâce à des dons de producteurs, de particuliers, de supermarchés, d'entreprises et d'Emmaüs.

Malgré la levée du confinement, les distributions ont perduré suite à la demande des habitants, avec **environ 1200 personnes présentes chaque lundi pour récupérer les colis alimentaires**. Aucun justificatif n'est demandé aux personnes récupérant les colis gratuitement, mais une carte permet d'avoir un suivi du nombre de colis ramassés. Une SCI (société citoyenne immobilière), La Part du Peuple, est ensuite créée afin de racheter le lieu occupé illégalement, et pour mener à bien le nouveau projet de L'Après M : transformer l'ancien McDo en un « fast social food », nommé le Restaurant du Peuple et géré par une SCIC. Une campagne d'adhésion est lancée (100 000 euros capitalisés), mais c'est finalement la mairie de Marseille qui rachète les lieux en juin 2021 permettant de régulariser la situation. Le restaurant social poursuit depuis deux objectifs : **proposer une alimentation de qualité** avec un menu élaboré par le chef Gérald Passadat et **à prix modulés** selon les ressources et, et créer de l'emploi pour atteindre une sécurité alimentaire pour tous (pour rappel, l'ancien McDo était le deuxième employeur de la zone, dans un arrondissement avec un taux de pauvreté dépassant les 40%).

L'objectif est ainsi **d'embaucher une trentaine de personnes du quartier** (bénévoles et personnes en situation économiques difficiles employés en chantier d'insertion, et anciens salariés de McDo en tant que managers). En parallèle, le parking accueille un Local d'Initiatives d'Entraide Urbaine (LIEU), rebaptisé Village des Initiatives d'Entraide (VIE), qui se veut être un lieu d'insertion et accueillant d'autres activités portées par des habitants et association partenaires (maraudes, éducation populaire, entraide sociale et information accès aux droits...). Le « fast social food » a vocation à ouvrir fin octobre 2022.



## OBJECTIFS

Accéder à l'alimentation pour toutes et tous (distribution alimentaire et fast social food avec prix modulés en fonction des ressources) ; créer un tiers lieu d'entraide sociale ; atteindre la sécurité alimentaire par la réinsertion dans l'emploi.



**CONDITIONS DE REUSSITE :** L'adaptabilité du projet ; La participation des personnes concernées

## EPICERIE SOLIDAIRE ITINERANTE GARRIGUES

**PORTEUR(S) :** Association Garrigues



04 94 59 96 63  
asso.garrigues@free.fr



Passage dans une quarantaine de communes, dont Saint Maximin et les territoires de la Provence Verte et du Haut Var Verdon.



Département, communes, communautés de communes, part d'autofinancement (vente des produits)



## DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

L'**épicerie solidaire itinérante** de l'association Garrigues se déplace sur une **quarantaine de communes en zone rurale**, proposant sur une commune par jour une **vente de produits le matin** dans son camion-magasin (pour les personnes accompagnées), et des **ateliers, un espace de rencontre et de convivialité l'après-midi (pour les habitants de la commune)**.

L'activité de l'épicerie repose sur trois champs d'action.

- L'épicerie propose **une aide alimentaire et un accompagnement social aux bénéficiaires de l'épicerie**. L'épicerie solidaire est pilotée par une **conseillère en économie sociale et familiale**, qui offre un accompagnement social puis professionnel en s'appuyant sur un outil d'accompagnement budgétaire. Son rôle est d'identifier avec les familles bénéficiaires les dépenses auxquelles elles ne peuvent pas faire face, pour ensuite réaliser une économie équivalente à cette dépense grâce au camion-épicerie. Les familles participent à l'achat des produits en fonction de leur reste à vivre et elles paient en fonction de leurs ressources entre 10 et 50% de la valeur réelle des denrées. 350 ménages par an sont ainsi accompagnés, avec une participation moyenne de 10%. Entre 15 et 20 familles maximum sont accueillies par demi-journée sur chaque lieu de passage, pour garantir un accompagnement optimal par la conseillère, qui a lieu soit sur le camion-épicerie, soit dans des locaux mis à disposition par les communes.
- L'épicerie est un **espace d'implication pour les personnes accompagnées qui peuvent, si elles le souhaitent, participer à la cogestion de l'épicerie**. Une soixantaine de bénévoles participent, selon leur choix et leurs compétences, à la gestion de stock et de la mise en rayon, à l'accueil, la vente et la gestion de la caisse.
- Le projet vise également à **favoriser le lien social et la convivialité, en permettant aux personnes de se retrouver dans un espace accueillant** (accueil café, espace pour les enfants, organisation d'ateliers cuisine, massage, sophrologie...).

## OBJECTIFS

S'appuyer sur l'aide alimentaire pour offrir un accompagnement social global d'un public précaire, favoriser le lien social et le développement du pouvoir d'agir.

**CONDITIONS DE REUSSITE :** La participation des personnes concernées ; L'ancrage local

## EPICERIE SOCIALE ITINERANTE EPICETOU

**PORTEUR(S)** : Association  
Isatis



Une douzaine de communes dans le sud est du département des Alpes de Haute Provence.



04 92 32 62 32  
[direction.alpes@isatis.org](mailto:direction.alpes@isatis.org)  
[l.grieu@isatis.org](mailto:l.grieu@isatis.org)



Etat (financement contrats aidés), subventions CD et CAF des Alpes de Haute Provence, produit des ventes de l'épicerie.

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

L'association ISATIS, qui accompagne des personnes souffrant de troubles psychiques, est sollicitée en 2013 par le CCAS de Digne qui cherche un porteur associatif pour **rouvrir une épicerie sociale et solidaire** désormais fermée. L'association accepte à condition de pouvoir **embaucher des personnes en situation de handicap psychique au sein de l'épicerie**, qui ouvre en en 2014.

Lorsque la CAF des Alpes de Haute Provence et le Conseil départemental rejoignent l'expérimentation, un constat est dressé : de **nombreuses personnes en situation de précarité alimentaire résidant dans des villages alentours ne peuvent se déplacer à Digne**. Pour aller vers ces publics, **l'épicerie sociale et solidaire itinérante Epicétou** est créée en 2017. Le camion-épicerie réfrigéré Epicétou fait maintenant **3 tournées par semaine et dessert une douzaine de communes** dans le sud est du département des Alpes de Haute Provence, très peu équipées sur le plan de l'aide alimentaire. Des denrées alimentaires et des produits d'hygiène sont proposées à des personnes en situation de précarité dans ces villages, qui peuvent choisir leurs produits **à 20% des prix habituels des commerces**. Les clients de l'épicerie sont orientés par les services sociaux de proximité sur des critères de reste à vivre (20% d'entre eux démarrent leur mois avec un reste à vivre négatif). Environ **300 personnes sont ainsi desservies de manière hebdomadaire**. Aujourd'hui, l'association devrait pouvoir développer une quatrième tournée, et organiser un **système de ramassage dans de toutes petites communes** pour éviter de multiplier les détours du camion-épicerie.

L'objectif est également de **recruter en tant qu'épicier une personne très éloignée de l'emploi / souffrant de troubles psychiques en contrat aidé**, accompagnée par une psychologue et une conseillère en insertion socioprofessionnelle. L'association estime à 2 ans et demi le temps nécessaire pour une sortie positive en insertion.

### OBJECTIFS

Lutter contre la précarité alimentaire et favoriser le lien social pour des personnes en situation de précarité et isolées, dans des petites communes et ayant un accès moindre à l'alimentation ; insertion de personnes très éloignées de l'emploi / en situation de handicap psychique.

**CONDITIONS DE REUSSITE** : L'ancrage local



## EPICERIE SOLIDAIRE, COLLABORATIVE ET ITINERANTE SOLID'ACTES

**PORTEUR(S)** : Fondation de Nice



Nice, Cannes, Vallées



06 29 54 15 50  
g.cardona@fondationdenice.org



Moyens de la Fondation de Nice, Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, Ville de Nice, France Relance.

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

La Fondation de Nice (fondation reconnue d'utilité publique qui accompagne des publics vulnérables) ouvre en 2015 une **épicerie fixe solidaire et collaborative, Solid'Actes**, qui s'adresse aux personnes accompagnées par les services de la Fondation et aux personnes en situation de précarité résidant à Nice.

La Fondation de Nice héberge notamment des demandeurs d'asile dans **des communes isolées** autour de Nice, et le service concerné fait le constat en 2020 d'une **difficulté d'accès à l'alimentation, d'isolement et d'oisiveté forcée pour ces publics** (le statut de demande d'asile ne permet pas d'exercer une activité professionnelle). La Fondation monte alors un double projet :

Une **épicerie solidaire itinérante**,  
**Un jardin potager** qui complète l'action de lutte contre la précarité alimentaire, à travers des propositions d'activités socioculturelles comme le maraichage en agriculture raisonnée, des ateliers cuisine, des ateliers d'éveil sur la nature et la biodiversité.

Jusqu'à l'annonce du premier confinement, le projet d'épicerie itinérante n'aboutit pas face au refus de certaines mairies de communes craignant la concurrence avec les commerces locaux ; en mars 2020, la crise sanitaire débloque la situation. L'épicerie itinérante se déplace en camion sur les vallées du Paillon et de la Roya. Les livraisons se sont d'abord faites à domicile, puis dans **des points de livraisons fixes sur les communes**. L'activité s'est ensuite arrêtée après la tempête Alex, les routes étant inaccessibles. Suite à leur reconstruction, la Fondation ne maintient plus les distributions sur la Vallée de la Roya, d'autres acteurs comme le Secours Populaire ayant commencé une même activité sur le territoire. Le projet continue ainsi sur d'autres communes identifiées comme des zones blanches sur la vallée du Paillon.

Pendant le confinement, les colis sont gratuits puis passent ensuite à une participation à hauteur de **10% des prix du commerce, pris en charge par les familles ou les services de la Fondation en fonction des situations**. L'approvisionnement se fait en majorité via la banque alimentaire, mais aussi par le **MIN d'Azur et les jardins de la Fondation**.



## OBJECTIFS

Accès à l'alimentation pour des publics isolés et précarisés hébergés sur des communes du moyen et haut pays du 06.



**CONDITIONS DE REUSSITE :** L'adaptabilité du projet

## EXPERIMENTATION AUTOUR DE LA SECURITE SOCIALE DE L'ALIMENTATION – AU MAQUIS

**PORTEUR(S)** : Au Maquis. Partenaires : ARS, Le Village, MSA, PAT PNRL, chercheurs, collectif citoyen (participants aux comités locaux).



[contact@umaquis.org](mailto:contact@umaquis.org)



Sud Luberon



DREETS, Fondation Pascap !, Fondation Un monde par tous



## DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

L'expérimentation autour de la sécurité sociale de l'alimentation (SSA) est un **projet de recherche-actions sur la démocratie alimentaire**. Le projet de SSA vise à **réfléchir à l'intégration de l'alimentation dans le régime général de la Sécurité sociale**. Le système cherche à accorder à toutes et tous un droit à l'alimentation saine et durable, en **donnant à chacun une allocation alimentaire de 150 euros par mois**, financée par la cotisation sociale, pour acheter des produits conventionnés. Les critères de conventionnement sont déterminés démocratiquement. Le projet est d'abord pensé pendant un an en comité de pilotage pour préparer sa mise en œuvre.

Un premier conseil local de l'alimentation est ensuite mis en place en janvier 2022 à Cadenet : il réunit 25 citoyens volontaires pour participer au projet, dans une **démarche de démocratie participative**. Le groupe se réunit tous les 15 jours, pour **une expérimentation en 3 phases**.

- La première phase a consisté en une **période d'apprentissage de six mois**, lors de laquelle les participant-es se réunissent pour **se former collectivement sur trois thématiques : l'alimentation et le système alimentaire, le fonctionnement et le financement de la sécurité sociale, et la démocratie et la participation citoyenne**. Des expert-es et chercheuses sont ainsi invité-es et des débats organisés pour favoriser l'échange sur les thèmes choisis et permettre une appropriation des enjeux autour de l'alimentation.
- La deuxième phase, commencée en septembre 2022, invite les participant-es à **penser pendant trois mois des critères de conventionnement** pour décider comment les allocations individuelles pourraient être dépensées.
- Une troisième phase mettra en place **une « caisse locale de l'alimentation »**, qui sera gérée par le conseil local de l'alimentation de Cadenet et qui décidera ainsi de son utilisation (il pourrait s'agir de distribuer ces allocations en priorité à des personnes en précarité, de faire des choix d'investissement, d'élargir le conseil local...). L'association Au Maquis est aujourd'hui en recherche de financement pour mettre en œuvre cette troisième phase.

Un deuxième Conseil local de l'alimentation a été créé à Pertuis, dont le travail commencera en septembre 2022 sur le même modèle.

## OBJECTIFS

Réappropriation des questions alimentaires, améliorer le droit à l'alimentation par l'expérimentation de la démocratie alimentaire pour proposer un nouveau modèle.

**CONDITIONS DE REUSSITE :** L'adaptabilité du projet ; La participation des personnes concernées



## AIDE ALIMENTAIRE DANS LE CŒUR DE VAR

**PORTEUR(S)** : Association Solidarités cœur du Var - UDV



Cœur de Var : villages aux alentours de Pignans et Besse -sur -lssole



06 83 98 56 45  
[frgarrigue@hotmail.fr](mailto:frgarrigue@hotmail.fr)  
[jmgarrigue83@gmail.com](mailto:jmgarrigue83@gmail.com)



Subvention municipale / subvention PACA DREETS France Relance/ adhésions/ dons des particuliers.

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

Ce projet fournit une aide alimentaire à plus de soixante-dix familles sur le territoire du Cœur de Var (cinq communes concernées). La distribution de colis alimentaire se tient dans **deux villages ruraux isolés du territoire ayant un moindre accès à l'aide alimentaire**.

L'approvisionnement est fait via **sept supermarchés partenaires qui fournissent des invendus** (essentiellement fruits et légumes, viennoiseries et crèmerie), ramassés quotidiennement par des bénévoles avec un camion frigorifié et une camionnette, pour ensuite les trier et les distribuer sous forme de colis chaque semaine sur les deux sites de distribution. Un bénévole utilise son véhicule personnel pour livrer des colis dans un village aux alentours. Exceptionnellement les bénévoles livrent les colis aux personnes malades ou ayant des difficultés de mobilité. L'aide est **inconditionnelle, aucun justificatif n'est demandé aux personnes qui viennent chercher gratuitement leur colis**. Afin de contribuer à améliorer la vie sociale des personnes dans le besoin, l'association s'est investie dans un projet collaboratif associatif de création de tiers-lieu sur Pignans, la commune de son implantation.

### OBJECTIFS

Apporter une aide alimentaire à des familles dans le besoin, dans des territoires ruraux isolés où l'accès à l'aide alimentaire est particulièrement difficile.

**CONDITIONS DE REUSSITE** : L'ancrage local

## PLATEFORME LOGISTIQUE ALIMENTAIRE - BANQUE ALIMENTAIRE VAR

**PORTEUR(S)** : Banque alimentaire du Var



Zones blanches du Var



04 94 61 23 88



Achats camions via subventions DDETS et CD

- [joel.gattullo@gmail.com](mailto:joel.gattullo@gmail.com)
- [ba830.julie.bonald@banquealimentaire.org](mailto:ba830.julie.bonald@banquealimentaire.org)
- [ba830@banquealimentaire.org](mailto:ba830@banquealimentaire.org)

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

La Banque alimentaire du Var met en place en 2022 des **plateformes logistiques pour approvisionner des personnes isolées et en situation de précarité dans les territoires en déficit d'offre d'aide alimentaire**. Trois plateformes sont en cours de mise en place au centre du département (Brignoles, Fayence, les Arcs).

Au départ, la Banque alimentaire démarché les communes pour trouver des lieux adaptés aux activités logistiques. Se sont finalement des sponsors privés qui mettent des lieux à disposition. Aujourd'hui, des **sacs de denrées de 9 kilos sont préparés dans l'entrepôt de la Banque Alimentaire du Var à La Garde**. Ces sacs de denrées sont ensuite **acheminés tous les 15 jours par camion sur les trois plateformes**, où ils sont entreposés pour être ensuite récupérés par les CCAS ou des associations. Un processus est lancé pour **employer des personnes en chantier d'insertion sur les plateformes** (chauffeur, préparation des colis).

### OBJECTIFS

Couvrir des zones blanches de l'aide alimentaire pour garantir un accès à toutes et tous à l'alimentation, en particulier dans des territoires ruraux isolés avec un moindre tissu associatif ; optimiser la logistique et favoriser les mutualisations des ressources et coopérations entre acteurs.

**CONDITIONS DE REUSSITE :** L'ancrage local

## COMMUNE FERME

**PORTEUR(S)** : Au Maquis



[contact@amaquis.org](mailto:contact@amaquis.org)



Lauris



Subvention DREETS

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

L'association propose aux personnes en situation de précarité de **participer à la création et au fonctionnement d'une ferme de production de produits frais, bios et de qualité cultivés en agroforesterie.**

Né en 2020 dans une phase expérimentale pendant la crise sanitaire, le projet se structure véritablement en 2021. **Les résidents de l'accueil de jour La Maison Commune, du Centre d'accueil de demandeurs d'asile à Cavaillon, et du foyer de travailleurs Adoma** (des structures avec qui l'association travaille depuis plusieurs années) peuvent désormais venir cultiver les deux terrains de 2000m<sup>2</sup> de la ferme. Les résidents volontaires y sont amenés en bus par les animateurs de l'association. Les groupes - généralement constitués d'une quinzaine de volontaires - sont **mixtes** : ils rassemblent des **demandeurs d'asiles, des personnes à la rue, des retraités isolées, des personnes des villages alentours en situation de précarité alimentaire, d'autres souhaitant simplement être utiles au projet.** La ferme leur est ouverte pour jardiner tous les vendredi et samedi matin, et les récoltes ont lieu le lundi soir. Des **ateliers cuisines et des cours de français** sont également organisés, et les **repas sont partagés ensemble le midi.** Les ateliers cuisine en particulier occupent une place importante dans l'action : ils rencontrent un succès important et réunissent tous les vendredis un public mixte qui y préparent des plats variés. Enfin, **trois auto-distributions par semaine** sont organisées par les participants au projet : elles ont lieu le mardi matin au centre d'accueil de jour, le mercredi matin dans le foyer de travailleurs et le centre d'accueil de demandeurs d'asile, et le jeudi après-midi dans l'épicerie sociale de Cadenet, en lien avec le CCAS de la ville.

La **participation des personnes dans le projet intervient à toutes les étapes**, de la planification des cultures, au travail agricole (plantation, entretien, récoltes), à la distribution des produits.

L'association a consacré l'année 2022 à l'installation d'une nouvelle ferme de 2 hectares, avec plantation de vergers et mise en place du maraîchage sur une plus grande échelle. Un **séminaire de conception et de planification du terrain d'une semaine a été organisé avec les personnes concernées** (25 participants) en février 2022 pour préparer cette installation.

### OBJECTIFS

Lutter contre la précarité alimentaire et rendre accessible une alimentation de qualité et locale, favoriser la participation et le développement du pouvoir d'agir, favoriser le lien social pour des personnes en situation de précarité et isolées.

**CONDITIONS DE REUSSITE :** L'adaptabilité du projet ; La participation des personnes concernées

## POUR UNE ALIMENTATION LOCALE, DURABLE ET SOLIDAIRE – LA TABLE DE CANA

**PORTEUR(S)** : La Table de Cana (traiteur d'insertion et l'Association Festin (ex Départ)



Julia Berkowicz  
[julia.berkowicz@latabledecana.com](mailto:julia.berkowicz@latabledecana.com)  
 07 69 47 49 81



Marseille



Stratégie pauvreté, Département des Bouches-du-Rhône, Ville de Marseille, Fondation Carrefour, Fondation de Marseille, Unadere, Association Crésame

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

« Pour une alimentation locale, durable et solidaire » est un projet qui tend à **renouveler l'approche de l'aide alimentaire en associant insertion professionnelle et accès à une alimentation durable pour des publics en situation de précarité**. Ce projet d'aide alimentaire promeut une alimentation locale, durable et solidaire à travers la **production de repas de qualité par des personnes en parcours d'insertion et à destination de publics en situation de précarité**. Il est initié en mars 2020 lors du premier confinement, **suite à la demande d'associations des quartiers nord de Marseille** auprès de la Table de Cana et face aux difficultés alimentaires de personnes en précarité sur leur territoire. En 2020 et pendant les périodes de confinement, 40 000 repas sont distribués ; 12 000 en 2021, puis 10 000 repas en 2022.

La Table de Cana et l'association Départ ont ensuite **pérennisé cette action** en faveur de la lutte contre la précarité et l'autonomie alimentaire tout en **continuant à mobiliser et insérer les publics précaires en association avec les acteurs de la distribution d'aide alimentaire** : Secours Catholique, Secours Populaire, Vendredi 13... Les repas préparés sont complets, équilibrés et de qualité, composés de fruits et légumes frais, de protéines (poisson, viande, végétale), et de laitage. Pour la provenance des denrées, La Table de Cana a établi des partenariats avec des acteurs locaux du territoire tels que Pain & Partage, Andes, Scop Epices, La Ferme Capri & l'Esat de la Bessonnière.

### OBJECTIFS

Aide alimentaire et accès à des repas équilibrés et complets pour des personnes en situation de précarité alimentaire, mobilisation des salariés en insertion, partenariats locaux entre les acteurs du territoire

**CONDITIONS DE REUSSITE** : L'ancrage local

## UN REPAS, UN TOIT, DES DROITS – LA TABLE DE CANA

**PORTEUR(S)** : La Table de Cana (traiteur d'insertion), Paroles Vives (association de recherche-action dans le champ des exclusions et de l'accès aux droits, de la lutte contre les discriminations, et du secteur du patrimoine culturel), Centre Social Les Musardises (centre social issu de la Fédération de la Ligue de l'Enseignement des Bouches du Rhône, situé sur le quartier Nord de Consolat Mirabeau - QPV).



Julia Berkowicz  
[julia.berkowicz@latabledecana.com](mailto:julia.berkowicz@latabledecana.com)  
 07 69 47 49 81



Quartier Consolat – 13016  
 Marseille



Préfecture PACA, Plan National pour l'Alimentation, Ville de Marseille, Fondation La France S'engage, Fondation Abbé Pierre, Fondation de France

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

En 2020, la crise sanitaire et ses conséquences incitent les porteurs à apporter **une aide alimentaire aux familles en grande précarité du quartier de Consolat Musardises**. Grâce aux distributions alimentaires effectuées en 2020/2021, une relation avec les habitants s'est construite. Afin de structurer et poursuivre l'accès aux biens de premières nécessité, le consortium d'acteurs a souhaité construire un projet participant à l'amélioration des situations et de la qualité de vie des habitants.

Avec une entrée via l'aide alimentaire, **10 000 repas complets et de qualité sont produits à destination des habitants en 2022** avec des **produits locaux, bio et antigaspi préparés par les salariés en insertion de La Table de Cana**. Ces actions de distribution alimentaire sont complétées par des **ateliers de sensibilisation à l'alimentation** avec une mise en pratique de cuisine afin de les amener vers une meilleure alimentation et compréhension des enjeux de l'alimentation durable. Cette action a également pour but **d'autonomiser les personnes en leur permettant un accès à des lieux ressources** pour s'approvisionner en produits locaux et durables : groupement d'achat, épicerie solidaire, ferme urbaine... grâce à une mise en lien avec ces structures.

Enfin, une dynamique de quartier est créée tout au long du projet avec la tenue de **12 rencontres habitantes autour de sujets relatifs au cadre de vie et du vivre ensemble**, ainsi qu'un **travail d'accompagnement sur les problématiques rencontrées par ces personnes** pour les orienter vers les permanences du Centre social (alpha, santé, scolarité, logement) lors des distributions alimentaires.

### OBJECTIFS

Aide alimentaire et accès à des repas équilibrés et complets, développement du pouvoir d'agir et sensibilisation à l'alimentation durable, mobilisation des salariés en insertion.

**CONDITIONS DE REUSSITE** : L'ancrage local ; la participation des personnes concernées



## GEAAIM (GROUPEMENT D'ACHATS ALIMENTAIRE INCLUSIF ET MUTUALISE) – GEM LA COOP

**PORTEUR(S)** : Association Les Ami-es de Gem La  
Coop



[projet@gemlacoop.fr](mailto:projet@gemlacoop.fr)



QPV Avignon



le Grand Avignon, l'Etat, la MSA, le  
Département de Vaucluse et la Ville  
du Pontet.

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

L'association Les Ami-es de Gem La Coop, créée en 2018, est une **association d'éducation populaire** ayant pour but de promouvoir et de faciliter une alimentation saine, locale, durable et de qualité accessible à tous. Elle ouvre en 2020 **une épicerie coopérative et participative gérée par des habitants d'Avignon**, qui s'engagent à travailler 3h par mois au sein de l'épicerie, pour ensuite y faire leurs courses. L'épicerie propose des produits biologiques à prix réduits. La gouvernance de l'association passe par l'Assemblée Générale, un Conseil d'Administration et d'un Bureau, des commissions thématiques et d'un Comité Opérationnel qui se réunit tous les mois.

En septembre 2022, le **projet GeAAIM (Groupement d'Achats Alimentaire Inclusif et Mutualisé)** sera lancé. Avec l'ambition de toucher des personnes en situation de précarité, l'association souhaite ainsi créer **des groupements d'achats pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville du Grand Avignon** (Avignon et Le Pontet), qui seront gérés par les habitants eux-mêmes (choix des produits, commande, distribution). Des **actions de sensibilisation en théâtre-forum** seront organisés pour définir le groupe qui gèrera le groupement d'achat aux côtés d'un-e chef-fe de projet (en cours de recrutement) et recueillir leurs attentes.

### OBJECTIFS

Rendre accessible une alimentation de qualité, locale et durable dans les QPV, favoriser la participation, la mixité et le pouvoir d'agir.

**CONDITIONS DE REUSSITE :** La participation des personnes concernées

## PEUCHERE – PAIN ET PARTAGE

**PORTEUR(S)** : Association Pain et Partage



Marseille 15<sup>e</sup> arrondissement



Aïcha Mansouri,  
[a.mansouri@painetpartage.eu](mailto:a.mansouri@painetpartage.eu)

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

Dans le cadre du PTCE PASTIS, trois groupements d'achat sont créés dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Marseille et proposent un **accès, via des contenants réutilisables, à des produits alimentaires et d'entretien de qualité** (bio et/ou approvisionnement en circuits courts) aux habitants des quartiers prioritaires de la ville. Les **groupements sont animés par des salariés en contrats d'insertion embauchés pour des CDD de 7 à 24 mois**, intégrant des qualifications à la logistique et à la préparation des commandes.

La moyenne des commandes est de 30 euros et se composent de produits variés, bio et de qualité (épices, légumineuses, pâtes, farine, fruits secs, miel, huile, œuf, lait...). Pour commander, les bénéficiaires envoient un bon de commande. Lorsque les paniers sont prêts, une date et un point de retrait dans une association de proximité sont fixés. Des **temps d'animation et de sensibilisation à l'alimentation avec les bénéficiaires et les associations partenaires** sont également mis en œuvre.

### OBJECTIFS

Proposer une alimentation de qualité en QPV, insertion professionnelle de personnes éloignées de l'emploi, développement du pouvoir d'agir.

**CONDITIONS DE REUSSITE** : L'ancrage local

## PROJET QPV, EPICERIE ET ACCOMPAGNEMENT A L'ALIMENTATION DURABLE – UNIVERSITE POPULAIRE VENTOUX

**PORTEUR(S)** : Université Populaire Ventoux - Le Naturoptère



Coralie Buger, c.buger@naturoptere.fr



Carpentras, Monteux, Pernes-les-Fontaines



Stratégie Pauvreté

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

L'Université populaire Ventoux est une **association fonctionnant en chantier d'insertion**, qui vise à la redynamisation économique du territoire du Vaucluse en **intégrant l'éducation à l'environnement et au développement durable comme principe de fonctionnement**.

Suite à une demande des médiateurs de quartiers de Monteux qui souhaitent remettre les habitants au cœur de la vie de leur quartier, l'association monte un **projet d'accompagnement à l'alimentation saine et durable dans les quartiers prioritaires de la ville**. Il y a quatre ans, l'UPV crée ainsi un **jardin pédagogique** qui a vocation à devenir un jardin partagé, et qui commence à être approprié par les habitants. Suite à la création du jardin, **des ateliers de cuisine et de sensibilisation sur l'alimentation sont montés à la demande des mères mobilisées sur le jardin**, qui choisissent avec l'équipe d'animation les recettes à préparer pendant les ateliers.

Dans la poursuite de ce projet, l'Université Populaire Ventoux accompagne également l'équipe de **l'épicerie sociale Anatoth** à Pernes-les-Fontaines (lieu d'approvisionnement de certaines familles des quartiers sensibilisés) dans la **sensibilisation de ses bénéficiaires par des jeux, des moments d'échange et des ateliers de cuisine**. Pour cela, les salariés en insertion de l'association passent une journée par semaine en tant que bénévoles à l'épicerie, pour avoir un contact avec les bénéficiaires, les inviter aux ateliers et partir petit à petit de leurs demandes.

### OBJECTIFS

Sensibiliser à l'alimentation durable et développer le pouvoir d'agir des habitants en QPV et bénéficiaires de l'épicerie.

**CONDITIONS DE REUSSITE :** La participation des personnes concernées

## PROGRAMME PANIERS SOLIDAIRES DU RESEAU COCAGNE - SEMAILLES

**PORTEUR(S)** : Association Semailles



Olivier Capgras  
[o.capgras@semailles.asso.fr](mailto:o.capgras@semailles.asso.fr)



Ceinture verte d'Avignon



Réseau Cocagne, partenaires privés,  
 produit des ventes agricoles.

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

L'association Semailles est **une structure d'insertion par l'activité économique** créée en 1997 dans la ceinture verte d'Avignon. Membre du réseau Cocagne, son cœur d'activité est la **lutte contre la précarité par la transition professionnelle**. L'emploi durable des publics accueillis est favorisé via une **activité de maraîchage biologique sur 16 hectares de terres** - 70 tonnes de fruits et légumes bio produits chaque année, vendus sur la boutique de Semailles ou dans le cadre du programme de paniers solidaires -, et la mise en œuvre d'actions d'éducation à l'environnement et au développement durable (ateliers pédagogiques, animations, ateliers cuisine... à destination des salariés en insertion et du public extérieur). Chaque année, 70 personnes sont ainsi accompagnées dans leur accès à l'emploi. Les publics accueillis bénéficient aussi de **tarifs réduits sur la production agricole de Semailles**, et de dons de légumes dans le cas de surplus de culture.

Par ailleurs, Semailles participe depuis 2010 au **programme de Paniers Solidaires du réseau Cocagne**. Dans ce cadre, 350 adhérents récupèrent une fois par semaine (le mardi ou le vendredi) des paniers de fruits et légumes bio produits à Semailles dans des points de dépôt autour d'Avignon. Parmi eux, **33 foyers (soit environ 70 personnes) sont des adhérents solidaires** : ce sont des familles à faibles revenus, qui accèdent à ces paniers bio à un prix solidaire - 30% du prix de vente classique, grâce au soutien financier du réseau Cocagne et de partenaires locaux - sous condition de ressources. **1500 paniers solidaires sont distribués chaque année à ces adhérents solidaires**. Le programme entend proposer un accès à tous à une alimentation de qualité, en évitant la stigmatisation des publics : adhérents solidaires et non solidaires reçoivent un même panier dans un même lieu de dépôt, sans différenciation autre que le prix du panier.

Enfin, l'association propose aux adhérents du programme **des ateliers cuisine, à Semailles ou des lieux partenaires (centres sociaux, lieux de dépôt...)**. A titre d'exemple, un atelier cuisine de rue à destination d'étudiants a été organisée avec le Secours Catholique devant un point de dépôt.

Aujourd'hui, Semailles réfléchit à implanter un programme solidaire sur leur boutique.

### OBJECTIFS

Lutter contre la précarité par l'insertion professionnelle, favoriser l'accès à tous à une alimentation bio de qualité, sensibiliser à l'environnement et au développement durable.

**CONDITIONS DE REUSSITE** : La participation des personnes concernées

## EPICERIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ANATOTH – ACTION S’AIME LA TERRE

**PORTEUR(S)** : Association Anatoth



François Vachet  
[fv.anatoth@gmail.com](mailto:fv.anatoth@gmail.com)  
 06 52 68 63 50



Pernes-les-Fontaines



France Relance, DREETS, mairies de Carpentras et Pernes-les-Fontaines, Communauté de Communes, département, Caisse d'Épargne.

### DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

L'épicerie sociale et solidaire Anatoth est créée il y a 25 ans sous l'impulsion de l'église protestante de Pernes-les-Fontaines : des denrées de première nécessité (lait, farine...) sont distribuées à moindre coût à des personnes en situation de précarité. Aujourd'hui, Anatoth est une association loi 1901, composée de 16 salariés et de 70 bénévoles, qui **accompagne 1200 familles - soit environ 3500 personnes - au sein de son épicerie sociale**. Les personnes viennent à l'épicerie une fois par semaine pour acheter à moindre coût des denrées alimentaires (fruits et légumes, produits secs, produits frais et surgelés), et des produits d'hygiène et d'entretien. Les familles ont accès à l'épicerie sous conditions de ressources (calculées en fonction du reste à vivre) pour une durée maximale de deux années consécutives. D'autres services sont proposés aux bénéficiaires de l'épicerie - **services de soins par une coiffeuse et une esthéticienne qui viennent à l'épicerie une fois par mois - ainsi que des ateliers cuisine** menés par l'Université Populaire Ventoux.

L'épicerie s'approvisionne majoritairement via l'association du Don en Nature, la Banque Alimentaire de Vaucluse, et des partenaires locaux (Biocoop, Relai Vert...), qui font don de leurs invendus. Ceux-ci sont redistribués au sein de l'épicerie, mais aussi à d'autres associations (épiceries sociales et solidaires, foyers d'hébergement, actions humanitaires d'aide alimentaire), **Anatoth étant également une plateforme d'approvisionnement**. Dans ce cadre, l'association **Anatoth réfléchit depuis 4 ans à mettre en place une action pour pallier un possible manque futur en termes d'approvisionnement** (le don d'invendus reposant sur la législation sur la défiscalisation, qui pourrait potentiellement disparaître un jour). **Pour atteindre une meilleure autonomie alimentaire pour l'épicerie, l'association a mis en place le projet S'AIME la Terre, un projet de maraîchage agroforestier et biologique.**

Pour ce projet, l'association acquiert une ancienne ferme et 1,5 hectares de terres, ainsi que la gestion d'1,5 hectare de plus confié à l'association pendant cinq ans par une paysanne de Pernes-les-Fontaines intéressée par le projet. La ferme est gérée par une **maraîchère recrutée par l'association, aidée de quatre bénévoles**. Le projet démarre en mars 2022, et la production issue de la ferme revient directement aux bénéficiaires de l'épicerie. Par exemple, 340 kilos de pois-chiches et plus de 2 tonnes de légumes récoltées sur la ferme sont redistribués cette première année. En amont, des démarches de présentation du projet sont menées par l'association auprès de la SAFER et du département du Vaucluse pour **pallier au frein des réglementations sur l'acquisition foncière agricole**, qui n'est possible que pour ceux possédant le statut d'agriculteur. Pour François Vachet, ce sont ces **rencontres préalables avec les acteurs concernés (SAFER, Chambre d'Agriculture, Conseil Départemental) et l'assise de l'association sur le territoire qui ont permis, en partie, la réussite de l'acquisition des terres agricole.**

## OBJECTIFS

Favoriser l'accès à une alimentation de qualité aux publics en situation de précarité, diversifier son approvisionnement dans un objectif d'autonomie alimentaire, promouvoir une agriculture vertueuse, favoriser l'emploi et la réinsertion sociale.



**CONDITIONS DE REUSSITE :** L'ancrage local

## EXPERIMENTATION DE MIXITE DES PUBLICS DANS 3 EPICERIES SOCIALES ET SOLIDAIRES - ANDES

**PORTEUR(S) :** ANDES



[julia.sassano@andes-france.com](mailto:julia.sassano@andes-france.com)  
[adelise.sicard@andes-france.com](mailto:adelise.sicard@andes-france.com)



Draguignan, Dignes-les-Bains,  
 Saint Raphaël



DREETS PACA

## DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU PROJET

L'expérimentation autour de la sécurité sociale de l'alimentation (SSA) est un **projet de ANDES** est un réseau national qui fédère et anime près de 500 épiceries sociales et solidaires adhérentes en France et Outre-mer. De manière générale, les épiceries ANDES visent à développer des **modèles innovants de lutte contre la précarité alimentaire favorisant l'autonomie et le pouvoir d'agir des personnes**. Elles permettent à un public en difficulté économique de faire ses courses et de choisir les produits qu'il souhaite consommer, en proposant des denrées de qualité entre 10% à 30% de leur valeur marchande. Elles sont aussi des **lieux d'accueil, d'écoute, d'échanges et d'empouvoirement** où chacun-e peut activement participer à la vie de l'épicerie (bénévolat, atelier...). L'aide alimentaire apportée par les épiceries solidaires est alors un moyen d'aborder d'autres questions comme la santé, l'éducation, le logement et l'emploi. Elles favorisent aussi **l'amélioration de l'estime de soi, de l'autonomie et du pouvoir d'agir, la sortie de l'isolement, le renforcement de la capacité à surmonter les difficultés financières et enfin l'amélioration de l'accès aux droits et à l'information**.

En mars 2022, l'ANDES lance une **expérimentation sur l'ouverture à la mixité des publics dans trois épiceries solidaires adhérentes à son réseau en PACA**. D'un modèle uniquement réservé aux clients « bénéficiaires », ces trois épiceries réfléchissent et construisent leur passage à des modèles d'épiceries sociales et solidaires mixtes, c'est-à-dire, **ouvertes à des personnes non-bénéficiaires**.

A l'issue de l'expérimentation en décembre 2022, un **guide à destination des épiceries intéressées** par ce modèle mixte sera co-construit.

Au fur et à mesure de leur construction, les trois projets de mixité des publics explorent des **façons différentes de vivre la mixité**, avec des modes de fonctionnement propres à chacune :

- A Draguignan, l'épicerie de la Musette construit son projet de mixité autour d'une **gouvernance partagée** (conseil d'épicerie réunissant salarié.es, bénévoles et client.es) et de sa volonté de proposer un lieu pour tous-tes.
- A Digne-les-Bains, l'épicerie Gourmandigne tend à **ressembler à une épicerie de quartier « comme les autres »**, proposant des produits locaux et durables et donnant directement sur la rue piétonne du vieux centre-ville.

A Saint-Raphaël, l'ouverture à la mixité de l'épicerie de Zoé permet aux **ancien-nes bénéficiaires de devenir client.es et acteur-ices solidaires de l'épicerie**. Au-delà de son propre modèle, cette épicerie s'insère dans un **réseau local de projets solidaires mixtes** (boutique et café solidaires, jardins partagés).

Les trois structures sont également accompagnées par l'ANDES et l'association Participation et Fraternité pour s'assurer de **donner la première place à la parole des client-es bénéficiaires** et que la mixité des publics ne mette pas en péril le fonctionnement et la raison d'être de l'épicerie solidaire.

## OBJECTIFS

Favoriser la mixité et le lien social, diminuer la stigmatisation pour les clients accompagnés, développer le pouvoir d'agir, permettre une meilleure stabilité économique des épiceries pour proposer des produits de meilleure qualité

**CONDITIONS DE REUSSITE :** L'adaptabilité du projet ; La participation des personnes concernées



## Remerciements

**L'Ansa remercie vivement tous les porteurs de projets interrogés** qui ont accepté de participer aux focus groupes, aux entretiens téléphoniques et ont pris du temps pour relire et amender les fiches projets disponibles en annexe.

Nous adressons également **tous nos remerciements aux services de l'Etat DREETS (Patricia MORICE), de la DRAAF (Pierre-Noel CANITROT), et aux animatrices du GT5 (Axelle CUNY, Action contre la faim et Pauline RICARD, Conseil départemental du Vaucluse)** pour les nombreux échanges et contributions qui ont nourri ce travail tout au long de l'année.



**POUR TOUT  
RENSEIGNEMENT ET CONTACT**

[www.solidarites-actives.com](http://www.solidarites-actives.com)

Agence nouvelle des solidarités  
actives  
28, rue du Sentier 75002 Paris  
Tél. : 01 43 48 65 24

**Solchany Sarah**  
[sarah.solchany@solidarites-actives.com](mailto:sarah.solchany@solidarites-actives.com)

